

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRANGER	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
DU	Par porteur ou par poste :	
NUMÉRO	Togo, France et autres Pays d'expression française : 90 frs	
	Etranger Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:  
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

1975

18 avril — Décret n° 75-119 fixant le statut particulier du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale	448
1 <sup>er</sup> sept. — Décret n° 75-160 ordonnant la publication de l'accord portant organisation et réglementation des professions touchant au commerce du bétail et de la viande dans les Etats de la communauté économique du bétail et de la viande (Conseil de l'Entente), signé à Ouagadougou le 2 février 1974.	457
Le texte de l'accord	457
1 <sup>er</sup> sept. — Décret n° 75-161 ordonnant la publication de l'accord portant harmonisation de la réglementation douanière applicable aux importations, exportations et transit du bétail et de la viande dans les Etats de la communauté économique du bétail et de la viande (Conseil de l'Entente), signé à Ouagadougou le 2 février 1974.	459
Le texte de l'accord	459
12 sept. — Décret n° 75-163 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao, récolte principale 1974-75	461

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant nomination	461
-----------------------------	-----

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1975

22 sept. — Arrêté n° 161-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes	461
22 sept. — Arrêté n° 162-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions	461
Arrêtés portant nomination, radiation, rappels à l'activité, acceptation de démission, admission à la retraite	462

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décisions portant nomination et engagements	462
---	-----

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1975

12 sept. — Décision n° 1180-MFE-F accordant une subvention au club sportif Lomé I	463
15 sept. — Décision n° 1195-MFE-FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de la santé publique et des affaires sociales	463
15 sept. — Décision n° 1196-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du collège d'enseignement général Tokoin-Est	463
15 sept. — Décision n° 1197-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au centre de la construction et de logement (CCL)	463
15 sept. — Décision n° 1198-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation mondiale de la santé (l'OMS)	464
15 sept. — Décision n° 1199-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO)	464

15 sept. — Décision n° 1204-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à M. Koudjolou Dogo .....	464
15 sept. — Décision n° 1205-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat ad-hoc du groupe africain de négociation avec la CEE .....	464
17 sept. — Décision n° 1217-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'université du Bénin .....	464
17 sept. — Arrêté n° 319-MFE-SG portant autorisation d'ouverture d'un guichet de banque .....	463
17 sept. — Arrêté n° 320-MFE-SG portant autorisation de transformation et d'ouverture de guichet de banque .....	463
18 sept. — Décision n° 1223-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'association de coopération médico-chirurgicale franco-togolaise .....	464

#### MINISTERE DU PLAN

1975	
15 sept. — Décision n° 86-MP-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'agent comptable de l'ASECNA à Dakar .....	467
15 sept. — Décision n° 87-MP-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de Export-Import Bank (EXIMBANK) à Washington .....	467
15 sept. — Décision n° 88-MP-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'entreprise UDEC-TOGO .....	467
16 sept. — Arrêté n° 6-MP-DGPD-SFCEP portant report à la gestion 1975, des crédits de paiement et des fonds du budget d'investissement inemployés au 31 décembre 1974 .....	464
23 sept. — Décision n° 98-MP-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme à la caisse nationale de crédit agricole (CNCA) .....	468

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décision portant nomination .....	468
-----------------------------------	-----

#### MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

1975	
15 sept. — Arrêté n° 637-MJ-FP-T portant promotion dans le corps du personnel de la santé publique ..	468
17 sept. — Arrêté n° 642-MJ-FP-T portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture .....	468
17 sept. — Arrêté n° 643-MJ-FP-T portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale .....	468
Arrêtés et décision portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisation, révision de situations administratives, mise en disponibilité, licenciement et rectificatif à un précédent arrêté portant intégration .....	468

#### MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

Arrêté portant nomination .....	471
---------------------------------	-----

### DIVERS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1975	
15 sept. — Arrêté n° 158-INT-SG-APA-AP portant interdiction de la projection de films cinématographiques .....	471
Décision portant nomination de secrétaires de chefs de canton .....	471

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1975	
28 juil. — Arrêté n° 266-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Quadjovie Tossou Théophile .....	472
28 juil. — Arrêté n° 267-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Adjé Aouo .....	472

28 juil. — Arrêté n° 268-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kouffo Raphaël .....	472
28 juil. — Arrêté n° 270-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Fekouda Amago ....	473
28 juil. — Arrêté n° 271-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ahourou Kparé .....	473
28 juil. — Arrêté n° 272-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Simlewa Sossoh Ani ..	473
30 juil. — Arrêté n° 273-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aduayi Adoté (Alexandre) .....	473
30 juil. — Arrêté n° 274-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yibokou Kossi Mensah (William) .....	473
5 août — Arrêté n° 276-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Karvie Akakpo (Dominique) .....	474
11 août — Arrêté n° 280-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kombaté Lamboni Momprien .....	474
15 sept. — Décision n° 1192-MFE-F accordant une aide exceptionnelle .....	474
Arrêtés portant mise en débit et agrément de commissionnaire en douane .....	474

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de demandes d'immatriculation et de bornage) .....	476
Avis d'Appel d'offres (Aménagement de pistes et marchés à Bétail au Togo) .....	475
Avis d'Appel d'offres (Construction d'un marché couvert à Anié) .....	476

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

#### DECRET N° 75-119 du 18 avril 1975 fixant le statut particulier du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail et du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier. — Il est institué un cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968, constitué par les corps ci-après :

- corps des administrateurs civils ;
- corps des attachés d'administration ;
- corps des secrétaires d'administration ;
- corps des adjoints administratifs ;
- corps des commis d'administration.

**TITRE I****Corps des administrateurs civils****Chapitre I — Dispositions générales**

Art. 2. — Les administrateurs civils sont chargés, sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques, de mettre en œuvre, dans la conduite des affaires administratives, les directives générales du gouvernement, de préparer les projets de lois, de règlements et de décisions ministérielles ; ils peuvent assurer la coordination des travaux correspondant à l'expédition d'un même groupe d'affaires et l'encadrement du personnel chargé de l'étude de ces affaires.

Ils peuvent être nommés à la direction des services, à la tête des circonscriptions administratives et des régions économiques, servir de cadres supérieurs dans les établissements publics ainsi que dans les entreprises à caractère industriel dans lesquelles l'Etat a des intérêts.

Art. 3. — Le corps des administrateurs civils est classé dans la catégorie A prévue à l'article 26 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et dans le groupe A 1 défini à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 4. — Les administrateurs civils sont répartis en trois grades :

- le grade initial d'administrateur, qui comprend quatre échelons ;
- le grade moyen d'administrateur principal, qui comprend trois échelons ;
- le grade terminal d'administrateur en chef qui comprend une classe normale à trois échelons et une classe exceptionnelle à échelon unique.

Art. 5. — Le nombre maximal des administrateurs civils de chaque grade par rapport à l'effectif total du corps est fixé selon les pourcentages suivants :

- administrateurs 40%
- administrateurs principaux 30%
- administrateurs en chef
  - classe normale 20%
  - classe exceptionnelle 10%.

Art. 6. — Un décret pris sur le rapport du ministre de la fonction publique fixe chaque année le nombre des emplois d'administrateurs civils nécessaires au fonctionnement des administrations et établissements visés à

l'article 2 ci-dessus ; il détermine la répartition de ces emplois entre ces administrations et établissements.

**Chapitre II — Recrutement**

Art. 7. — Les administrateurs sont recrutés :

1° — par concours externe ouvert aux candidats titulaires du diplôme de sortie de :

- a) — l'école supérieure d'administration et de carrières juridiques de l'Université du Bénin ;
- b) — l'un des établissements de formation administrative supérieure dont la liste sera arrêtée par les ministres de l'éducation nationale et de la fonction publique ;

2° — par concours interne ouvert en commun :

a) — aux attachés d'administration ayant au moins cinq années d'ancienneté dans le corps à la date du concours ;

b) — par application des dispositions de l'article 41 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969, aux agents non fonctionnaires titulaires de l'un des diplômes d'enseignement supérieur ci-après, qui comptent au moins trois années d'ancienneté à la date du concours et remplissent les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 :

- licence en droit ;
- licence ès sciences économiques ;
- licence ès lettres ;
- diplôme d'un institut d'études politiques.

Les emplois à pourvoir sont répartis ainsi qu'il suit entre ces deux modes de recrutement :

- concours externe : 60%
- concours interne : 40%.

Art. 8. — Les épreuves et le programme des concours prévus à l'article précédent feront l'objet d'un arrêté conjoint du ministre de la fonction publique, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et de l'économie.

Art. 9. — Pour dix nominations prononcées dans les conditions définies à l'article 7 ci-dessus, il sera procédé à l'intégration dans le corps des administrateurs civils d'un attaché d'administration ayant atteint au moins le 3° échelon du grade moyen, par application de l'article 10-3° (3° alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Art. 10. — Les candidats non fonctionnaires admis par concours externe dans le corps des administrateurs civils sont nommés au 1<sup>er</sup> échelon du grade initial ; ils sont soumis au stage institué par le titre III de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et par le titre II chapitre III du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les attachés d'administration admis au concours interne ainsi que ceux qui bénéficient des dispositions de l'article 9 sont intégrés dans le corps des administrateurs civils conformément à l'article 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les agents non fonctionnaires admis au concours interne sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon du grade initial du corps des administrateurs civils ; ils ne conservent aucune ancienneté dans l'échelon.

## TITRE II

## Corps des attachés d'administration

## Chapitre I — Dispositions générales

Art. 11 — Les attachés d'administration participent sous l'autorité des administrateurs civils, à la mise en œuvre dans la conduite des affaires administratives des directives générales du gouvernement.

Ils peuvent être chargés des tâches de conception et d'encadrement dans les bureaux, services, établissements publics, circonscriptions administratives et régions économiques.

Les attachés d'administration principaux peuvent assurer certaines attributions dévolues aux administrateurs civils.

Art. 12. — Le corps des attachés d'administration est classé dans la catégorie A prévue à l'article 26 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et dans le groupe A2 défini à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 13. — Les attachés d'administration sont répartis en trois grades :

- le grade initial d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe qui comprend quatre échelons ;
- le grade moyen d'attaché d'administration de 1<sup>re</sup> classe qui comprend trois échelons ;
- le grade terminal d'attaché d'administration principal qui comporte une classe normale à trois échelons et une classe exceptionnelle à échelon unique.

Art. 14. — Le nombre maximal des attachés d'administration de chaque grade par rapport à l'effectif total du corps est fixé selon les pourcentages suivants :

- attachés d'administration de 2<sup>e</sup> classe : 40%
- attachés d'administration de 1<sup>re</sup> classe : 30%
- attachés d'administration principaux
- classe normale : 20%
- classe exceptionnelle : 10%.

## Chapitre II — Recrutement

Art. 15. — Les attachés d'administration sont recrutés :

1° — par concours externe parmi les anciens élèves :

a) — de l'école supérieure d'administration et de carrières juridiques qui n'ont pas obtenu le diplôme de sortie ;

b) — des établissements de formation administrative supérieure visés à l'article 7-1° b qui n'ont pas obtenu le diplôme de sortie ;

2° — par concours interne ouvert en commun :

a) — aux secrétaires d'administration ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le corps à la date du concours.

b) — aux agents non fonctionnaires titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur (droit, sciences économiques, lettres) qui comptent au moins trois années de services à la date du concours et remplissent les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Les emplois à pourvoir sont répartis ainsi qu'il suit :

- concours externe : 60%
- concours interne : 40%

Art. 16 — Les épreuves et le programme des concours prévus à l'article précédent feront l'objet d'un arrêté conjoint du ministre de la fonction publique, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et de l'économie.

Art. 17. — Pour dix nominations prononcées dans les conditions définies à l'article 15 ci-dessus, il sera procédé à l'intégration dans le corps des attachés d'administration d'un secrétaire d'administration ayant atteint au moins le 3<sup>e</sup> échelon du grade moyen, par application de l'article 10-3° (3<sup>e</sup> alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Art. 18 — Les candidats admis dans le corps des attachés d'administration conformément à l'article 15-1° (a et b) sont nommés au 2<sup>e</sup> échelon du grade initial. Préalablement à leur titularisation, ils sont soumis au stage prévu par le titre III de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et par le titre II, chapitre III du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les fonctionnaires qui remplissent les conditions de l'article 15-1° (a et b) sont intégrés dans le corps des attachés d'administration au 2<sup>e</sup> échelon du grade initial si l'indice qu'ils ont atteint dans leur corps de provenance est inférieur à celui du 1<sup>er</sup> échelon du grade initial de la catégorie A échelle 2. Au cas où il lui serait supérieur l'intégration sera prononcée à l'échelon comportant un indice égal ou à l'échelon immédiatement supérieur; ils bénéficieront d'une bonification d'un échelon.

Les secrétaires d'administration admis au concours interne ou qui bénéficient des dispositions de l'article 17 sont intégrés dans le corps des attachés d'administration conformément à l'article 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les agents non fonctionnaires admis au concours interne sont titularisés au premier échelon du grade initial du corps des attachés d'administration; ils ne conservent aucune ancienneté dans l'échelon.

## TITRE III

## Corps des secrétaires d'administration

## Chapitre I — Dispositions générales

Art. 19 — Sous l'autorité des fonctionnaires de la catégorie A, les secrétaires d'administration sont chargés des travaux d'application dans les bureaux, services, établissements publics, circonscriptions administratives et régions économiques.

Ils assurent l'encadrement des fonctionnaires des catégories inférieures.

Les secrétaires d'administration principaux peuvent être appelés à exercer certaines fonctions normalement dévolues aux attachés d'administration.

Art. 20 — Les secrétaires d'administration constituent un corps classé dans la catégorie B prévue aux articles 26 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 21 — Les secrétaires d'administration sont répartis en trois grades :

- le grade initial de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe qui comprend quatre échelons ;
- le grade moyen de secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe qui comprend trois échelons ;
- le grade terminal de secrétaire d'administration principal qui comprend une classe normale à trois échelons et une classe exceptionnelle à échelon unique.

Art. 22 — Le nombre maximal des secrétaires d'administration de chaque grade par rapport à l'effectif total du corps est fixé selon les pourcentages suivants :

- secrétaires d'administration de 2<sup>e</sup> classe : 40%
- secrétaires d'administration de 1<sup>re</sup> classe : 30%
- secrétaires d'administration principaux classe normale : 20%
- classe exceptionnelle : 10%.

## Chapitre II — Recrutement

Art. 23 — Les secrétaires d'administration sont recrutés :

1<sup>o</sup>) — sur titres parmi :

a) — les élèves brevetés de l'Ecole nationale d'administration (section administration générale) ou du diplôme de l'une des écoles dont la liste sera arrêtée conjointement par les ministres de l'éducation nationale et de la fonction publique ;

b) — les adjoints administratifs réunissant au moins deux ans d'ancienneté dans le corps, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

2<sup>o</sup>) — par concours interne ouvert en commun :

- aux adjoints administratifs ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans le corps à la date du concours ;
- aux agents non fonctionnaires titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, comptant au moins deux ans de services à la date du concours et remplissant les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Les emplois à pourvoir sont répartis comme suit :

- sur titres : 60%
- par concours interne : 40%

Art. 24 — Les épreuves et le programme du concours interne prévu à l'article précédent feront l'objet d'un arrêté conjoint du ministre de la fonction publique, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et de l'économie.

Art. 25. — Pour dix nominations prononcées dans les conditions définies à l'article 23 ci-dessus, il sera procédé à l'intégration dans le corps des secrétaires d'administration d'un adjoint administratif ayant atteint au moins le 3<sup>e</sup> échelon du grade moyen, par application des dispositions de l'article 10-3<sup>o</sup> (3<sup>e</sup> alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Art. 26. — Les candidats brevetés de l'école nationale d'administration sont nommés au 1<sup>er</sup> échelon du grade initial ; préalablement à leur titularisation, ils sont soumis au stage institué par le titre III de l'ordonnance

n° 1 du 4 janvier 1968 et le titre II, chapitre III du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sont intégrés dans le corps des secrétaires d'administration conformément aux dispositions de l'article 43 du décret visé ci-dessus :

- les adjoints administratifs titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ;
- les adjoints administratifs admis au concours interne ;
- les adjoints administratifs qui bénéficient des dispositions de l'article 25 ci-dessus.

Les agents non fonctionnaires admis au concours interne sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon du grade initial du corps des secrétaires d'administration ; ils ne conservent aucune ancienneté dans l'échelon.

## TITRE IV

### Corps des adjoints administratifs

#### Chapitre I — Dispositions générales

Art. 27. — Les adjoints administratifs sont chargés, sous l'autorité des fonctionnaires des catégories A et B des travaux administratifs courants dans les bureaux, services, établissements publics, circonscriptions administratives et régions économiques.

Les adjoints administratifs principaux peuvent être appelés à exercer certaines fonctions normalement dévolues aux secrétaires d'administration.

Art. 28. — Les adjoints administratifs constituent un corps classé dans la catégorie C prévue aux articles 26 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 29. — Les adjoints administratifs sont répartis en trois grades :

- le grade initial d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe qui comprend quatre échelons ;
- le grade moyen d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe qui comprend trois échelons ;
- le grade terminal d'adjoint administratif principal qui comprend une classe normale à trois échelons et une classe exceptionnelle à échelon unique.

Art. 30. — Le nombre maximal des adjoints administratifs de chaque grade par rapport à l'effectif total du corps est fixé comme suit :

- adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe : 40%
- adjoints administratifs de 1<sup>re</sup> classe : 30%
- adjoints administratifs principaux classe normale : 20%
- classe exceptionnelle : 10%

#### Chapitre II — Recrutement

Art. 31. — Les adjoints administratifs sont recrutés :

1<sup>o</sup> — sur titres parmi :

a) — les anciens élèves de l'école nationale d'administration qui n'ont pas obtenu le brevet de sortie à l'issue des cours et qui ont réuni une moyenne égale ou supérieure à 10/20 ;

b) — les commis d'administration réunissant au moins deux ans d'ancienneté dans le corps, titulaires de l'un des diplômes ci-après :

Brevet d'études du premier cycle du second degré, certificat d'aptitude professionnelle (nouveau régime) d'employé de bureau, brevet d'études professionnelles ou de l'un des diplômes dont la liste sera arrêtée conjointement par les ministres de l'éducation nationale et de la fonction publique ;

c) — les agents non fonctionnaires réunissant cinq ans d'ancienneté dans l'administration, titulaires de l'un des diplômes ci-après : brevet d'études du premier cycle du second degré, certificat d'aptitude professionnelle d'employé de bureau ou de l'un des diplômes dont la liste est prévue au paragraphe b ci-dessus qui remplissent les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 ;

2° — par concours direct ouvert aux candidats titulaires de l'un des diplômes prévus au paragraphe 1°c ci-dessus qui remplissent les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 ;

3° — par concours interne ouvert en commun :

a) — aux commis d'administration ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans le corps à la date du concours ;

b) — aux agents non fonctionnaires remplissant l'une des conditions suivantes en plus de celles fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 :

- avoir dix ans de services effectifs dans un service ou établissement public à la date du concours ;
- être titulaire de l'un des diplômes prévus à l'alinéa 1°c et compter au moins deux ans de services à la date du concours ;
- avoir suivi la classe de troisième des lycées et collèges d'enseignement général ou technique etc... et justifier de quatre années de services à la date du concours ;

Les emplois à pourvoir sont répartis comme suit entre les trois modes de recrutement :

- sur titres : 30%
- concours externe : 30%
- concours interne : 40%.

Art. 32. — Les épreuves et le programme des concours externe et interne prévus à l'article précédent feront l'objet d'un arrêté conjoint du ministre de la fonction publique, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et de l'économie.

Art. 33. — Pour dix nominations prononcées dans les conditions définies à l'article 31 ci-dessus, il sera procédé à l'intégration dans le corps des adjoints administratifs d'un commis d'administration ayant atteint au

moins le 3° échelon du grade moyen, par application de l'article 10-3° (3° alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Art. 34. — Les anciens élèves de l'école nationale d'administration sont nommés au 2° échelon du grade initial ; les candidats recrutés par concours externe sont classés au 1° échelon du même grade. Ils sont soumis au stage prévu au titre III de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et au titre II, chapitre III du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sont intégrés dans le corps des adjoints administratifs conformément aux dispositions de l'article 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :

- les commis d'administration qui remplissent les conditions de l'article 31-1°b ;
- les commis d'administration admis au concours interne ;
- les commis d'administration qui bénéficient des dispositions de l'article 33.

Les agents non fonctionnaires qui remplissent les conditions de l'article 31-1°c et ceux qui sont admis au concours interne sont titularisés au 1° échelon du grade initial du corps des adjoints administratifs ; ils ne conservent aucune ancienneté dans l'échelon.

## TITRE V

### Corps des commis d'administration

#### Chapitre I — Dispositions générales

Art. 35. — Les commis d'administration sont chargés de l'exécution des travaux qui leur sont confiés dans les bureaux, services, établissements publics, circonscriptions administratives et régions économiques par les fonctionnaires appartenant à une catégorie hiérarchique supérieure à la leur.

Les commis d'administration principaux peuvent être affectés à des emplois normalement confiés aux adjoints administratifs.

Art. 36. — Les commis d'administration constituent un corps classé dans la catégorie D prévue aux articles 26 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 37. — Les commis d'administration sont répartis entre les grades suivants :

- le grade initial de commis d'administration de 2° classe qui comprend quatre échelons ;
- le grade moyen de commis d'administration de 1° classe qui comprend trois échelons ;
- le grade terminal de commis d'administration principal qui comporte une classe normale à trois échelons et une classe exceptionnelle à échelon unique.



Art. 38. — Le nombre maximal des commis d'administration de chaque grade par rapport à l'effectif total du corps est fixé selon les pourcentages suivants :

- Commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe : 40%
- Commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe : 30%
- Commis d'administration principaux  
classe normale : 20%  
classe exceptionnelle : 10%

## Chapitre II — Recrutement

Art. 39. — Les commis d'administration sont recrutés :

1° — par concours externe ouvert aux candidats titulaires du certificat d'études primaires élémentaires et ayant poursuivi leurs études secondaires jusqu'en classe de quatrième ;

2° — par concours interne ouvert aux agents non fonctionnaires qui justifient d'au moins cinq ans d'ancienneté dans l'un des services visés à l'article 35 ci-dessus et qui remplissent les conditions fixées par l'article 23 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Les emplois à pourvoir sont répartis comme suit entre les deux modes de recrutement :

- concours externe : 50%
- concours interne : 50 %.

Art. 40. — Les épreuves et le programme des concours externe et interne prévus à l'article 39 ci-dessus font l'objet d'une annexe au présent décret.

Art. 41. — Les commis d'administration recrutés par concours externe sont nommés au 2<sup>e</sup> échelon du grade initial ; ils sont soumis au stage institué par le titre III de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et le titre II, chapitre III du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les agents non fonctionnaires admis au concours interne sont titularisés au 1<sup>er</sup> échelon du grade initial du corps des commis d'administration ; ils bénéficient de la bonification d'ancienneté dans les conditions définies par le décret n° 71-192 du 2 novembre 1971.

## TITRE VI

### Dispositions diverses

Art. 42. — Les épreuves des concours externes et internes prévus par le présent statut sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 est éliminatoire à l'exclusion de l'orthographe dont la note éliminatoire est 0.

Une note unique d'écriture et de présentation (coefficient 1) est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Aux notes obtenues par les candidats aux concours internes sera ajoutée pour chaque candidat une cote professionnelle qui sera attribuée par le ministre de tutelle sur proposition d'une commission composée des supérieurs hiérarchiques; elle sera affectée du coefficient 3.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu au moins la moitié du nombre total des points.

Art. 43 — Le nombre des fonctionnaires de chacun des corps régis par le présent décret qui sont susceptibles d'être placés dans la position de détachement, de disponibilité ou hors cadre ne peut excéder 10% de l'effectif total de chaque corps.

Art. 44 — Les fonctionnaires du cadre interministériel de l'administration générale seront autorisés dans les mêmes conditions que les fonctionnaires appartenant aux divers cadres de l'administration des finances, à subir les concours d'accès aux établissements de formation technique dont la liste sera fixée par arrêté conjoint des ministres des finances et de la fonction publique.

Art. 45 — Tout fonctionnaire régi par le présent statut ayant effectué un stage de spécialisation, de formation ou de perfectionnement professionnel n'ouvrant droit ni à un changement de catégorie, ni à une bonification d'échelon bénéficiera d'une bonification d'ancienneté égale à la durée effective du stage.

Pour jouir des dispositions ci-dessus, le fonctionnaire doit avoir été régulièrement placé dans la position de stage.

Art. 46 — Pour l'application des dispositions des articles 9, 17, 25 et 33, il sera tenu compte du rang occupé par l'agent sur une liste d'aptitude arrêtée chaque année par la commission administrative paritaire du corps pour lequel il est proposé; elle n'est valable que pour l'année au cours de laquelle elle a été établie; l'inscription sur la liste d'aptitude est proposée au ministre de la fonction publique par le chef du département où l'agent sert.

Le nombre à prendre en considération pour la détermination de celui des bénéficiaires des dispositions des articles cités au paragraphe ci-dessus est le total des nominations prononcées l'année précédente dans le corps pour lequel l'agent est proposé. Lorsqu'il est inférieur à dix, il s'ajoute au total de l'année suivante; il en est de même pour le reste après division par dix du total de l'année précédente.

La nomination des agents dans les corps pour lesquels ils sont proposés prend effet au point de vue de l'ancienneté le premier janvier de l'année pour laquelle la liste d'aptitude a été établie.

Art. 47 — Les administrateurs civils, les attachés d'administration, les secrétaires d'administration, les adjoints administratifs et les commis d'administration

en service à la date d'effet du présent décret seront reclassés respectivement dans les nouveaux corps des administrateurs civils, attachés d'administration, secrétaires d'administration, adjoints administratifs et commis d'administration conformément aux tableaux de concordance en annexe.

Art. 48 — Les adjoints administratifs anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration qui ont obtenu une moyenne supérieure ou égale à 12/20 à l'examen de sortie seront reclassés au point de vue exclusif de l'ancienneté dans le corps des secrétaires d'administration à

compter de la date de leur nomination dans le corps des adjoints administratifs.

Art. 49 — Le décret n° 61-112 du 22 décembre 1961 portant statut particulier des fonctionnaires de l'administration générale est abrogé.

Art. 50 — Le garde des sceaux, ministre de la justice, de la fonction publique et du travail et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 18 avril 1975  
Gal G. Eyadéma

### A N N E X E

#### RECLASSEMENT DES ADMINISTRATEURS CIVILS DANS LE NOUVEAU CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS

Ancien cadre		Nouveau corps		Ancienneté conservée
Grades et échelons	Indices	Grades et échelons	Indices	
administrateurs de 2 <sup>e</sup> classe		administrateurs :		Totale
— 1 <sup>er</sup> échelon	1.300	— 1 <sup>er</sup> échelon	1.300	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.450	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.450	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.600	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.600	—
— 4 <sup>e</sup> échelon	1.750	— 4 <sup>e</sup> échelon	1.750	—
administrateurs de 1 <sup>re</sup> classe		administrateurs principaux		
— 1 <sup>er</sup> échelon	1.900	— 1 <sup>er</sup> échelon	1.900	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	2.050	— 2 <sup>e</sup> échelon	2.050	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	2.200	— 3 <sup>e</sup> échelon	2.200	—
administrateurs principaux		administrateurs en chef		
— 1 <sup>er</sup> échelon	2.350	— 1 <sup>er</sup> échelon	2.350	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	2.500	— 2 <sup>e</sup> échelon	2.500	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	2.650	— 3 <sup>e</sup> échelon	2.650	—
administrateurs principaux de classe exceptionnelle	2.800	administrateurs en chef de classe exceptionnelle	2.800	—

#### RECLASSEMENT DES ATTACHES D'ADMINISTRATION DANS LE NOUVEAU CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATION

attachés d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		attachés d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		Totale
— 1 <sup>er</sup> échelon	1.100	— 1 <sup>er</sup> échelon	1.100	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.200	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.200	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.300	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.300	—
— 4 <sup>e</sup> échelon	1.400	— 4 <sup>e</sup> échelon	1.400	—
attachés d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		attachés d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		
— 1 <sup>er</sup> échelon	1.500	— 1 <sup>er</sup> échelon	1.500	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.600	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.600	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.700	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.700	—
attachés d'administration principaux		attachés d'administration principaux		
— 1 <sup>er</sup> échelon	1.800	— 1 <sup>er</sup> échelon	1.800	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.900	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.900	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	2.000	— 3 <sup>e</sup> échelon	2.000	—
attachés d'administration principaux de classe exceptionnelle	2.050	attachés d'administration principaux de classe exceptionnelle	2.050	—



# RECLASSEMENT DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION DANS LE NOUVEAU CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION

Ancien cadre		Nouveau corps		Ancienneté conservée
Grades et échelons	Indices	Grades et échelons	Indices	
secrétaires d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		secrétaires d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		Totale
— 1er échelon	750	— 1er échelon	750	
— 2 <sup>e</sup> échelon	850	— 2 <sup>e</sup> échelon	850	
— 3 <sup>e</sup> échelon	950	— 3 <sup>e</sup> échelon	950	
— 4 <sup>e</sup> échelon	1.050	— 4 <sup>e</sup> échelon	1.050	—
secrétaires d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		secrétaires d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		—
— 1er échelon	1.150	— 1er échelon	1.150	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.250	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.250	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.350	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.350	—
secrétaires d'administration principaux		secrétaires d'administration principaux		—
— 1er échelon	1.450	— 1er échelon	1.450	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	1.550	— 2 <sup>e</sup> échelon	1.550	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.650	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.650	—
secrétaires d'administration principaux de classe exceptionnelle	1.750	secrétaires d'administration principaux de classe exceptionnelle	1.750	—

## RECLASSEMENT DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS DANS LE NOUVEAU CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS

adjoints administratifs de 2 <sup>e</sup> classe		adjoints administratifs de 2 <sup>e</sup> classe		Totale
— 1er échelon	550	— 1er échelon	550	
— 2 <sup>e</sup> échelon	600	— 2 <sup>e</sup> échelon	600	
— 3 <sup>e</sup> échelon	650	— 3 <sup>e</sup> échelon	650	
— 4 <sup>e</sup> échelon	700	— 4 <sup>e</sup> échelon	700	—
adjoints administratifs de 1 <sup>re</sup> classe		adjoints administratifs de 1 <sup>re</sup> classe		—
— 1er échelon	750	— 1er échelon	750	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	800	— 2 <sup>e</sup> échelon	800	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	850	— 3 <sup>e</sup> échelon	850	—
adjoints administratifs principaux		adjoints administratifs principaux		—
— 1er échelon	900	— 1er échelon	900	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	950	— 2 <sup>e</sup> échelon	950	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	1.000	— 3 <sup>e</sup> échelon	1.000	—
adjoints administratifs principaux de classe exceptionnelle	1.050	adjoints administratifs principaux de classe exceptionnelle	1.050	—

## RECLASSEMENT DES COMMIS D'ADMINISTRATION DANS LE NOUVEAU CORPS DES COMMIS D'ADMINISTRATION

commis d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		commis d'administration de 2 <sup>e</sup> classe		Totale
— 1er échelon	270	— 1er échelon	270	
— 2 <sup>e</sup> échelon	310	— 2 <sup>e</sup> échelon	310	
— 3 <sup>e</sup> échelon	350	— 3 <sup>e</sup> échelon	350	
— 4 <sup>e</sup> échelon	390	— 4 <sup>e</sup> échelon	390	—
commis d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		commis d'administration de 1 <sup>re</sup> classe		—
— 1er échelon	430	— 1er échelon	430	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	470	— 2 <sup>e</sup> échelon	470	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	510	— 3 <sup>e</sup> échelon	510	—
commis d'administration principaux		commis d'administration principaux		—
— 1er échelon	550	— 1er échelon	550	—
— 2 <sup>e</sup> échelon	590	— 2 <sup>e</sup> échelon	590	—
— 3 <sup>e</sup> échelon	630	— 3 <sup>e</sup> échelon	630	—
commis d'administration principaux de classe exceptionnelle	670	commis d'administration principaux de classe exceptionnelle	670	—

## DEFINITION DES EMPLOIS PAR CATEGORIE HIERARCHIQUE

Corps et Catégorie	Emplois correspondants
Administrateurs civils catégorie A 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>— directeur de Service</li> <li>— chef de service</li> <li>— conseiller technique</li> <li>— chef de région</li> <li>— chef de circonscription administrative</li> <li>— adjoint au directeur de service, au chef de service, au chef de région</li> <li>— chargé d'une division importante</li> <li>— chargé de la mise en service des directives du gouvernement, sous l'autorité du ministre, du directeur ou chef de service</li> <li>— chargé de l'encadrement du personnel exécutant une mission déterminée</li> <li>— chargé d'une mission d'inspection</li> <li>— secrétaire général d'un ministère</li> </ul>
Attachés d'administration catégorie A 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>— chef de service</li> <li>— adjoint au directeur d'un service</li> <li>— chef d'une division</li> <li>— chargé d'un bureau important</li> <li>— chargé, sous l'autorité des fonctionnaires de la catégorie A1, de la mise en œuvre des directives du gouvernement ;</li> <li>— chargé de l'encadrement de fonctionnaires appartenant aux catégories hiérarchiques inférieures avec supervision de leur travail ;</li> <li>— chef de personnel au niveau d'un ministère à effectif important</li> <li>— chef d'un bureau d'études au niveau d'un ministère ou d'un service important</li> <li>— conseiller technique</li> <li>— Secrétaire général dans une commune importante</li> <li>— chef d'une circonscription administrative</li> </ul>
Secrétaires d'administration catégorie B	<ul style="list-style-type: none"> <li>— adjoint au chef d'un service</li> <li>— chef de bureau</li> <li>— chef d'une section importante</li> <li>— chargé de la coordination du travail de plusieurs agents</li> <li>— chargé de l'exécution d'un travail</li> <li>— chargé de l'exécution d'un travail délicat exigeant une certaine initiative</li> <li>— chef de secrétariat au niveau d'un ministère</li> <li>— chef de personnel au niveau d'un ministère ou d'un service à effectif important</li> <li>— chef d'un poste administratif</li> <li>— secrétaire du conseil d'une circonscription administrative ou d'une commune importante ;</li> <li>— secrétaire du chef d'une région</li> <li>— rédacteur chargé des correspondances au niveau d'un ministère.</li> </ul>
Adjoint administratifs catégorie C	<ul style="list-style-type: none"> <li>— chef d'une section</li> <li>— chef de secrétariat au niveau d'un service</li> <li>— chef de secrétariat d'une circonscription administrative</li> <li>— chef de personnel au niveau d'un service</li> <li>— rédacteur chargé des correspondances</li> <li>— traducteur bilingue ou trilingue</li> <li>— agent chargé de l'exécution d'un travail demandant une certaine responsabilité ou ayant plusieurs autres agents sous ses ordres</li> <li>— agent chargé des archives d'un ministère ou d'un service important</li> <li>— agent chargé de la réception et de l'expédition du courrier au niveau d'un ministère</li> </ul>
Commis d'administration catégorie D	<ul style="list-style-type: none"> <li>— employé de bureau titulaire du CEPE affecté à des travaux simples ne nécessitant aucune spécialisation (enregistrement des documents, tenue d'archives, rédaction de correspondances simples, interprètes auprès des circonscriptions ou des collectivités secondaires, etc...)</li> </ul>

**DECRET N° 75-160 du 1<sup>er</sup> septembre 1975 ordonnant la publication de l'accord portant organisation et réglementation des professions touchant au commerce du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande (Conseil de l'Entente), signé à Ouagadougou le 2 février 1974.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 10 du 19 février 1975 autorisant l'approbation de l'accord portant organisation et réglementation des professions touchant au commerce du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande, signé à Ouagadougou le 2 février 1974 ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — L'accord portant organisation et réglementation des professions touchant au commerce du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la viande, signé à Ouagadougou le 2 février 1974 et dont les instruments d'approbation ont été déposés le 18 juillet 1975, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1<sup>er</sup> septembre 1975

Général Gnassingbé Eyadéma

### ACCORD portant organisation et réglementation des professions touchant au commerce du bétail et de la viande dans les Etats de la communauté.

Le Conseil des ministres de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande, réuni à Ouagadougou les premier et deux février mil neuf cent soixante quatorze,

Vu la Convention n° 10/CE/FONDS/CA/70 créant la Communauté Economique du Bétail et de la Viande,

Vu l'Accord de Procédure Générale n° 1/CE/CEBV/CM/71 ;

Conscient de l'urgence nécessité d'organiser et de réglementer les professions touchant au commerce du Bétail et de la Viande conformément aux objectifs définis aux articles 2 et 3 de ladite convention,

Considérant que de cette réglementation commune dépend dans une large mesure le développement harmonieux des relations économiques et commerciales entre les Etats de la Communauté,

Vu le rapport du Comité Technique réuni à Cotonou du 2 au 5 avril 1973 conformément à la décision prise à Lomé en Conseil des Ministres le 27 juillet 1972 ;

Vu le projet soumis par les Experts au Conseil des Ministres,

Sur proposition du secrétaire exécutif de la Communauté et après délibération,

Convient de ce qui suit :

### TITRE I

#### Champ d'application

Article premier — Le présent accord concerne tout acte de commerce touchant à l'achat, la vente et en général au négoce du bétail, des viandes et des abats, sur l'ensemble des Etats membres de la Communauté.

Sont soumises en particulier obligatoirement aux dispositions ci-après les professions de marchands et de courtiers en bétail, bouchers grossistes ou chevillards, bouchers abattants-détaillants, et bouchers détaillants.

### TITRE II

#### Définition des professions

Art. 2. — **Marchand de bétail.** Est considérée comme Marchand de Bétail, toute personne physique ou morale autorisée, dont la profession est d'acheter et de vendre en gros ou au détail, du bétail, en des marchés reconnus de la Communauté.

Art. 3. — **Courtier en bétail.** Est considérée comme Courtier en Bétail, toute personne physique ou morale autorisée, dont la profession est d'intervenir et de fournir ses services en un lieu déterminé, pour faciliter les opérations d'achat et de vente entre acheteurs et vendeurs de bétail, et ce, contre rémunération.

Cette activité ne comporte pas le droit d'acheter ou de vendre du bétail.

Art. 4. — **Boucher Grossiste ou Chevillard.** Est considérée comme Boucher Grossiste ou Chevillard, toute personne physique ou morale autorisée, dont la profession est d'acheter et de faire abattre le bétail, puis de revendre en gros, viandes et abats. Il lui est interdit de vendre en détail.

La profession de boucher grossiste ou chevillard est réservée aux bouchers traitant annuellement un nombre important de bovins ou leur équivalence et ne peut être exercée que dans certaines localités.

Chaque Etat précisera le nombre de chevillards et la liste des localités dont il est fait mention ci-dessus.

Possibilité sera donnée aux chevillards d'avoir recours au système de crédit qui sera mis en place dans les Etats en vue de faciliter le paiement au comptant du bétail.

Ils sont les seuls à détenir l'autorisation d'exercer leur profession telle que définie à l'alinéa 1 du présent article et en particulier, à pouvoir présenter du bétail à l'abattoir.

Art. 5. — **Boucher abattant-détaillant.** Est considérée comme Boucher Abattant-Détaillant, toute personne physique ou morale autorisée, dont la profession est d'acheter et d'abattre le bétail, puis de vendre au détail viandes et abats.

Cette profession n'est autorisée que dans les localités non reprises aux listes dont il est fait mention à l'article 4.

Art. 6. — **Boucher Détaillant.** Est considérée comme Boucher Détaillant, toute personne physique ou morale autorisée, dont la profession est de s'approvisionner en viandes auprès des chevillards ou importateurs en gros, dans le but de revendre au détail, viandes et abats.

Art. 7. — Dans les localités reprises sur les listes que mentionne l'article 4, le nombre maximum de bouchers-détaillants autorisés à exercer, est proportionnel au nombre de chevillards établis.

### TITRE III

#### De l'autorisation d'exercer.

Art. 8. — Nul n'a le droit d'exercer les professions reprises au titre II ci-dessus, s'il n'a été dûment agréé par l'Autorité habilitée, qui lui délivre à cet effet, une carte professionnelle.

Sont également soumis aux dispositions du présent accord et assimilés aux Bouchers Grossistes ou Chevillards, les importateurs, et exportateurs en gros de viandes.

#### TITRE IV

##### Modalités d'obtention de la carte professionnelle

Art. 9. — Tous candidats à ces professions, doivent solliciter et obtenir auprès de l'Autorité habilitée, le visa pour acceptation, d'une **demande préalable d'inscription**.

Art. 10. — En ce qui concerne plus particulièrement le commerce de la boucherie, il n'est pris en considération que les candidatures de personnes possédant soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire de leur personnel boucher, une réelle compétence professionnelle et disposant d'installations leur permettant d'exercer leur activité dans de bonnes conditions d'hygiène.

Art. 11. — Toutes personnes appelées à manipuler les viandes et abats ne sont admises à exercer, qu'après avoir subi examen médical attestant qu'elles sont indemnes de maladies contagieuses. Les certificats médicaux sont valables un an tout au plus, et sont en tout état de cause produits à l'appui de demandes dont il est fait mention à l'article 9 ci-dessus.

Art. 12. — La **demande préalable d'inscription**, dûment visée, conforme au modèle figurant en Annexe, leur permet d'obtenir leur inscription nominative au Registre de Commerce et d'acquitter les droits de patente afférents à la classe de la profession dont ils relèvent.

Art. 13. — Sur présentation des justifications relatives à l'accomplissement des formalités d'inscription au Registre de Commerce et de paiement de la patente l'Autorité habilitée leur délivre une **carte professionnelle** nominative, leur permettant alors d'exercer de plein droit, leur activité.

En aucun cas la **demande préalable d'inscription** ne peut tenir lieu de carte professionnelle.

Art. 14. — Les cartes professionnelles de couleur différente selon la profession et conformes aux modèles figurant en annexe, sont valables un an.

Art. 15. — Les employés appointés par les commerçants sont obligatoirement porteurs d'une **attestation d'emploi** annuelle, délivrée par les employeurs et visée par l'autorité habilitée. Cette attestation, conforme au modèle joint en annexe porte la référence de la Carte Professionnelle de l'employeur.

Les prescriptions relatives à l'examen médical prévu à l'article 11 sont appliquées à ceux qui manipulent la Viande.

#### TITRE V

##### Du renouvellement de la carte professionnelle

Art. 16. — Le renouvellement de la Carte Professionnelle est sollicité chaque année dans les deux mois précédant son expiration, auprès de l'Autorité habilitée.

En cas d'acceptation, une nouvelle **demande préalable d'inscription** est délivrée au postulant pour lui

permettre de s'acquitter des droits de patente. Il suffit alors d'en justifier le paiement pour que la Carte Professionnelle soit renouvelée, ou validée par l'autorité habilitée.

L'attestation d'emploi est renouvelée ou validée chaque année sur présentation par l'employé concerné, d'une attestation de son employeur.

Tout renouvellement est soumis à la présentation du Certificat médical prescrit à l'article 11.

#### TITRE VI

##### Des patentes

Art. 17. — Il est laissé à l'appréciation de chaque Etat, le soin de déterminer au sein de chaque catégorie professionnelle, le nombre de classes qu'il désire mettre en place, et le montant des patentes dues pour chacune d'elles.

Art. 18. — Le montant de la patente afférente à chaque profession est recouvré annuellement par les Services Administratifs intéressés sur présentation de la **demande préalable d'inscription**, dûment visée, telle que prévue aux articles 9 et 12.

#### TITRE VII

##### Des commerçants étrangers

Art. 19. — Les Commerçants Etrangers établis ou **résidant légalement** dans un Etat de la Communauté ne sont pas soumis aux dispositions des titres III à VI, s'ils justifient de leur passage en transit.

Faute de quoi, ils sont soumis à des réglementations particulières dont les dispositions ne peuvent être, en aucun cas, plus favorables que celles du présent accord.

Art. 20. — Chaque transaction peut être soumise à un régime fiscal distinct et les taxes dues, recouvrées au lieu de convenance et à des taux précisés par chaque Etat.

#### TITRE VIII

##### Interdictions et dispositions générales

Art. 21. — Il est fait interdiction à tout commerçant satisfaisant aux dispositions du présent accord, de réaliser un acte de commerce relatif au bétail et à la viande avec un autre commerçant qui, soumis à ces mêmes dispositions, n'est pas régulièrement autorisé à exercer.

Art. 22. — Il est interdiction aux Chevillards, Bouchers-Abattants-Détailleurs et à leurs Employés, d'abattre les animaux dans un but commercial, en dehors des lieux prévus, contrôlés et agréés par les Autorités Administratives habilitées, sauf dérogation.

Art. 23. — La vente de la viande est interdite en dehors des marchés coutumiers, ou de tout autre endroit privé, prévus, contrôlés et agréés par les Autorités Administratives habilitées.

Art. 24. — Le colportage de viande crue ou n'ayant subi aucune préparation de conservation, est interdit.

Art. 25. — Les établissements commerciaux et en particulier les magasins de vente au détail doivent afficher très lisiblement et d'une manière apparente, le

numéro de leur carte professionnelle et le prix des viandes, abats et autres produits, qu'ils offrent à la clientèle.

Art. 26. — Les marchands, courtiers en bétail, les commerçants en viande et leurs employés, doivent produire immédiatement à toutes réquisitions des Autorités Administratives habilitées les cartes professionnelles, attestations d'emploi, certificats médicaux et autres documents dont la détention est prescrite, sous peine de se voir interdire toute activité, **sans préjudice des sanctions ou peines prévues par des dispositions particulières à chaque Etat...**

Art. 27. — Le Commerce du bétail et de la viande reste par ailleurs soumis en tout état de cause, aux différentes réglementations sanitaires, douanières, fiscales ou autres, existant ou à venir, dans les différents Etats de la Communauté, qui ne seraient pas contraires aux dispositions du présent accord.

Art. 28. — Chaque Etat de la Communauté désigne l'Autorité habilitée chargée de l'application du présent accord et en particulier de la délivrance des diverses autorisations d'exercer ci-avant reprises aux Titres III et suivants.

#### TITRE IX

##### Dispositions Finales

Art. 29. — Le présent accord entrera en vigueur le premier jour de l'année civile suivant celle de sa Ratification ou Approbation par tous les Etats membres, conformément aux dispositions de l'accord de Procédure Générale n° 1-CE-CEBV-CM-71.

Art. 30. — Les instruments de Ratification ou d'Approbation seront déposés, au plus tard le dernier jour de l'année civile de la signature du présent, auprès du Siège de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

Art. 31. — Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord, les professionnels intéressés devront impérativement régulariser leur situation; faute de quoi ils se verront interdire toute activité.

Fait à Ouagadougou, le deux février mil neuf cent soixante quatorze.

et suivent les signatures :

Pour le Gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire,

**Dr Dico Garba**

Ministre de la Production Animale

Pour le Gouvernement de la

République du Dahomey,

**Dr Akonde Charles**

Directeur des Services de l'élevage

Pour le Gouvernement de la République de la Haute-Volta,

**Commandant de Génie Dakoure Antoine**

Ministre de l'agriculture, de l'élevage, des Eaux et Forêts et du Tourisme.

Pour le Gouvernement de la République du Niger,

**M. Dandori Mahamane**

Ministre de l'Economie Rurale

Pour le Gouvernement de la République Togolaise,

**Dr Salami Abdoul Ganiyou**

Directeur des Services de l'Elevage.

**DECRET N° 75-161 du 1<sup>er</sup> septembre 1975 ordonnant la publication de l'accord portant harmonisation de la réglementation douanière applicable aux importations, exportations et transit du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande (Conseil de l'Entente), signé à Ouagadougou le 2 février 1974.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 11 du 19 février 1975 autorisant l'approbation de l'accord portant harmonisation de la réglementation douanière applicable aux importations, exportations et transit du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande, signé à Ouagadougou le 2 février 1974 ;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

Article premier — L'accord portant harmonisation de la réglementation douanière applicable aux importations, exportations et transit du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande, signé à Ouagadougou le 2 février 1974, et dont les instruments d'approbation ont été déposés le 18 juillet 1975, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1<sup>er</sup> septembre 1975  
Général Gnassingbé Eyadéma

#### **ACCORD portant harmonisation de la réglementation douanière applicable aux importations, exportations et transit du bétail et de la viande dans les Etats de la Communauté.**

Le conseil des ministres de la communauté économique du bétail et de la viande, réuni à Ouagadougou les premier et deux février mil neuf cent soixante quatorze,

— Vu la convention n° 10-CE-FONDS-CA-70 créant la communauté économique du bétail et de la viande,

— Vu l'accord de procédure générale n° 1-CE-CEBV-CM-71,

— Considérant la nécessité de favoriser les échanges inter-Etats communautaires pour en arriver à la libre circulation du bétail et de la viande,

— Conscient des exigences économiques et des réglementations en place qui tiennent compte des situations particulières de chaque Etat,

— Vu le rapport du comité technique réuni à Cotonou du 2 au 5 avril 1973 conformément à la décision prise à Lomé en conseil des ministres le 27 juillet 1972,

— Vu le projet soumis par les experts au conseil des ministres,  
— Sur proposition du secrétaire exécutif de la communauté et  
après délibération,  
Convient de ce qui suit :

## TITRE I

### Champ d'application

#### Définitions

Article premier — Sont seuls soumis aux dispositions du présent accord : les animaux vivants de l'espèce bovine, équine, asine, cameline, porcine, ovine et caprine, leurs viandes et abats comestibles, présentés frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.

Elles ne s'appliquent pas aux reproducteurs de race pure. Le bétail, les viandes et abats, ci-dessus mentionnés peuvent être désignés sous la dénomination « marchandises ».

Art. 2. — Sont considérés comme Pays Tiers, les Etats non membres de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande.

Art. 3. — Sont seuls concernés par les dispositions du présent accord les droits et taxes d'entrée et de sortie ou tout autre taxe d'effet équivalent à l'exclusion de celles perçues pour prestations de service: taxe sanitaire, redevance de circulation, taxe de statistique et toutes taxes non douanières.

## TITRE II

### Dispositions particulières applicables aux échanges

#### Inter-Etats communautaires

Art. 4. — Les Etats membres de la Communauté s'engagent à diminuer de 10% pendant une période de deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, les taux de droits et taxes d'entrée et de sortie perçus sur ces marchandises dans les échanges Inter-Etats Communautaires, et applicables à la date de sa signature.

Au terme de cette période expérimentale de diminution des taxes, le Conseil des Ministres statuera sur l'opportunité de modifier, de poursuivre ou d'annuler cette expérience.

Art. 5. — Ces marchandises bénéficient du régime particulier à l'article 4 si elles peuvent :

- a) à l'importation, justifier de leur origine communautaire
- b) à l'exportation, garantir leur arrivée, prise en charge et mise à la consommation, dans un Etat membre.

Art. 6. — La preuve de l'origine communautaire est administrée, en ce qui concerne les bovins, les ovins et caprins, par la production du « **Passeport de Circulation** » et pour les porcins, équins, asins, camelins et les viandes et abats, par tout autre document justificatif pouvant être exigé par l'Etat importateur.

Pour être recevables, ces documents sont obligatoirement visés par les Autorités habilitées du lieu d'origine.

Les marchandises, qui ne peuvent justifier de leur origine communautaire, ainsi que prévu ci-dessus, sont considérées comme étant originaires d'un Pays Tiers, et taxées comme telles.

Art. 7. — La garantie de l'arrivée à destination privilégiée des marchandises exportées, d'un Etat membre vers un autre Etat membre, est assurée par l'obligation faite à l'exportation de souscrire auprès du Service des Douanes de l'Etat exportateur, une « **Soumission** » portant engagement de présenter dans l'Etat communautaire de destination, les marchandises à l'importation pour mise à la consommation.

Cette soumission est garantie par une caution agréée par l'Administration des Douanes du pays exportateur, ou par consignation effective de la différence de perception existant entre le régime privilégié applicable aux Etats membres, et celui applicable aux Pays Tiers.

Dans l'Etat communautaire de destination, l'exportateur fait constater la réalité de l'importation par le Service des Douanes, qui annote en conséquence et restitue l'exemplaire de la soumission souscrite qu'il détient afin qu'il puisse justifier auprès du bureau émetteur, de l'accomplissement des formalités requises, y faire apurer les engagements souscrits et éventuellement récupérer la consignation versée.

## TITRE III

### Du transit

Art. 8. — Le Transit est un régime douanier permettant aux marchandises étrangères de traverser le territoire douanier d'un Etat, sous certaines conditions, en suspension des taxes douanières exigibles. En conséquence les taxes et redevances de transit, éventuellement perçues par un Etat membre, sur les marchandises reprises à l'article premier, et qui correspondent en fait, à une taxe pour prestations de services, variable selon les Etats, n'entrent pas dans le cadre du présent accord. Leur appellation sera modifiée dans chaque Etat, de telle manière qu'aucune confusion ne subsiste.

## TITRE IV

### Dispositions générales

Art. 9. — Il n'est fait aucune exception aux règles ci-dessus prescrites qui constituent des mesures uniformes dans les Etats-membres.

Art. 10. — En vue d'assurer une correcte application des dispositions du présent accord, les Gouvernements des Etats membres se prêtent mutuellement assistance par l'entremise de leurs Administrations respectives, pour le contrôle de l'authenticité et de la régularité des décharges, certificats ou autres documents, susceptibles de constituer le titre justificatif pour l'application des régimes prévus dans le cadre de cet accord.

Art. 11. — Conformément à l'accord de procédure générale N° 1-CE-CEBV-CM-71. Articles 4 et 5 — il peut être procédé, à la demande d'un Etat membre, à l'examen de l'application du présent accord et de ses effets économiques, en vue d'y apporter toutes adaptations estimées



nécessaires, particulièrement en ce qui concerne le taux de diminution et la durée de la période expérimentale.

Art. 12. — Les opérations d'importation, d'exportation et de transit, restent par ailleurs soumises aux différents accords ou réglementations sanitaire, douanière, fiscale ou autres, actuellement en vigueur ou à venir, qui ne seraient pas contraires aux dispositions du présent accord.

## TITRE V

### Dispositions finales

Art. 13. — Dès la signature du présent accord et sans attendre sa mise en application effective, les Etats membres s'engagent :

a) à ne pas majorer leurs droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation des marchandises énumérées à l'article premier, en provenance ou à destination d'un Etat membre;

b) à faire connaître au Secrétariat Exécutif, au plus tard dans le délai d'un mois, leur Tarif Douanier applicable à ces marchandises, à la date de ladite signature. Le Secrétariat Exécutif est chargé de porter ces renseignements à la connaissance de tous les Etats membres.

Art. 14. — Dès la Ratification ou l'Approbation du présent accord, les Etats membres s'engagent à ne pas accorder à l'importation et à l'exportation de ces mêmes marchandises, en provenance ou à destination d'un Pays Tiers, un régime plus favorable que celui applicable à un Etat membre.

Art. 15. — Le présent accord entrera en vigueur le premier jour de l'année civile suivant celle de sa Ratification ou Approbation par tous les Etats membres, conformément aux dispositions de l'Accord de Procédure Générale n° 1-CE-CEBV-CM-71.

Art. 16. — Les Instruments de Ratification ou d'Approbation seront déposés, au plus tard le dernier jour de l'année civile de la signature du présent, auprès du Siège de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

Fait à Ouagadougou, le deux février mil neuf cent soixante quatorze — et suivent les signatures :

Pour le Gouvernement de la République  
de la Côte d'Ivoire,

**Dr Dicoh Garba**

Ministre de la Production Animale

Pour le Gouvernement de la République du Dahomey,

**Dr Akondé Charles**

Directeur des Services de l'Elevage

Pour le Gouvernement de la République de la Haute-Volta,

**Commandant de Génie Dakouré Antoine**

Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage,  
des Eaux et Forêts et du Tourisme

Pour le Gouvernement de la République du Niger,

**M. Dandobi Mahamane**

Ministre de l'Economie Rurale

Pour le Gouvernement de la République Togolaise,

**Dr Salami Abdoul Ganiyou**

Directeur des Services de l'Elevage

## DECRET N° 75-163 du 12 septembre 1975 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao, récolte principale 1974-1975.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 74-155 du 19 septembre 1974 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte principale 1974-75 ;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

Article premier. — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1974-1975 est fixée au 24 mai 1975.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre de l'équipement rural et le ministre du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1975

Général G. Eyadéma

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

#### Nomination

Décision n° 76-MAE du 2-9-75. — M. Beleyi Pouta (Jacques), administrateur civil de 2° classe 4° échelon, précédemment conseiller économique à l'ambassade du Togo à Paris, est nommé directeur de la division des affaires administratives, de la coopération culturelle.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 161-INT-SG-DSTCL du 22-9-75. — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1975 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1974 pour faire face aux dépenses du mois d'août 1975.

Arrêté n° 162-INT-SG-DSTCL du 22-9-75. — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vo, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo,

Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kanté, Mango et Dapaon, exercice 1975 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1974 pour faire face aux dépenses du mois d'août 1975.

### Nomination

Arrêté n° 150-INT-SG du 3-9-75. — M. Agba Tchao, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle, en service au ministère de l'intérieur, est nommé directeur de division des études, de la documentation et des archives.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

### Radiation

Arrêté n° 153-INT-DSN-DAPM du 15-9-75. — M. Lawson Laté (Victor), commissaire de police de 6<sup>e</sup> échelon, est rayé du contrôle des effectifs du personnel du cadre spécial de la sûreté nationale et intégré dans les forces armées togolaises à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

### Rappels à l'activité

Arrêté n° 154-INT-DSN-DAPM du 15-9-75. — M. Gaba Ekué Atta (ex John), officier de police de 2<sup>e</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon, temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de deux (2) mois par arrêté n° 77-INT-DSN-DAPM du 29 avril 1975, est rappelé à l'activité à compter du 29 juin 1975.

Arrêté n° 157-INT-DSN-DAPM du 15-9-75. — M. Hiamabe Koffi (Gerson Goddar), gardien de la paix de 4<sup>e</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois par arrêté n° 101-INT-DSN-DAPM du 12 juin 1975, est rappelé à l'activité à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

Arrêté n° 160-INT-DSN-DAPM du 17-9-75 — M. Bayor Tiadja (Habib), gardien de la paix de 2<sup>e</sup> échelon, temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de quatre (4) mois par arrêté n° 64-INT-DSN-DAPM du 26 mars 1975, est rappelé à l'activité à compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

### Démission

Arrêté n° 155-INT-DSN-DAPM du 15-9-75. — Est acceptée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1975, la démission de son emploi offerte par M. Agbessi Kossivi Messa Atitso (ex François), officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale.

### Retraite

Arrêté n° 156-INT-CGC du 15-9-75. — Le MDL-Chef Lugudor Agbéléko (Damasius), Mle 046 du détachement de Tsévié, est mis à la retraite d'office pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

L'intéressé sera rayé du contrôle du corps des gardiens de circonscription pour compter du 31 août 1975.

La gratuité de transport lui sera accordée pour rejoindre son foyer avec sa famille.

Arrêté n° 163-INT-DSN-DAPM du 22-9-75 — Conformément aux dispositions prévues par l'article 68 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les fonctionnaires de police ci-dessous désignés sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 :

Sago Katassé, brigadier-chef de police de 1<sup>er</sup> échelon

Segbo Tossou, brigadier-chef de police de 1<sup>er</sup> échelon

Laré Balaté, brigadier de police de 3<sup>e</sup> échelon

Napo Tchandikou, brigadier de police de 2<sup>e</sup> échelon

Ekuhoho Kodzo, brigadier de police de 2<sup>e</sup> échelon

Akoh Yombé, gardien de la paix de 9<sup>e</sup> échelon

Yao Siouligui, gardien de la paix de 9<sup>e</sup> échelon

Bassogola Guétaba, gardien de la paix de 7<sup>e</sup> échelon

Soule Boukari, gardien de la paix de 7<sup>e</sup> échelon

Akoussi Tchinguilo, gardien de la paix de 9<sup>e</sup> échelon.

En application des dispositions prévues par l'article 69 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les intéressés bénéficieront pour la constitution de leurs droits à pension d'ancienneté, d'une bonification de services égale au 1/5<sup>e</sup> de la durée de leurs services dans la police, sans toutefois que cette bonification puisse être supérieure à cinq (5) années.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa précédent du présent arrêté, bénéficieront de la gratuité de transport avec leur famille en vue de réintégrer leur lieu d'origine respectif.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Nomination

Arrêté n° 188-PR-MDN du 3-9-75. — Est nommé au grade de sergent échelon 1, indice 350 pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1975, le caporal Dogble Kossi, n° mle 73-01-2.192 de l'escadrille nationale togolaise à Lomé.

L'intéressé percevra les indemnités des charges militaires au taux non logé.

### Engagements

Décision n° 190-PR-MDN du 3-9-75. — Les élèves dont les noms désignés ci-dessous sont engagés dans l'armée nationale togolaise à compter du 1<sup>er</sup> septembre

1975 et affectés pour ordre au 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais comme soldats de 2<sup>e</sup> classe:

N° Mle 75-03-2.775 — Makara Djizo Labila  
— 75-03-2.776 — Agbe Atchame.

En application de la décision n° 44/D-PR/MDN en date du 14 février 1975, les intéressés percevront la solde mensuelle de sergent chef échelon 1, indice 700 avec les charges militaires au taux non logé.

Décision n° 192-PR-MDN du 3-9-75 — Les élèves dont les noms désignés ci-dessous sont engagés dans l'armée nationale togolaise à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975 et affectés pour ordre au 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais comme soldats de 2<sup>e</sup> classe :

N° mle. 75-02-2.780 Messan Eklou  
N° mle. 75-01-2.781 Tchandawo Kpatcha  
N° mle. 75-03-2.782 Mapeke Abalwiao  
N° mle 75-03-2.783 Kelelem Kpatcha.

Les dispositions relatives à la décision n° 44-PR-MDN du 14 février 1975 sont applicables aux intéressés pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### ARRETE N° 319-MFE-SG du 17 septembre 1975 portant autorisation d'ouverture d'un guichet de banque.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu le décret n° 73-158 du 21 août 1973 fixant la composition du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire,

#### ARRETE :

Article premier — La Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI), société anonyme au capital de 300 millions de francs CFA dont le siège social est situé au 9, rue du commerce à Lomé, est autorisée à ouvrir un guichet permanent dans la ville de Tabligbo, chef-lieu de la circonscription administrative du même nom.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au **Journal officiel** et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1975

Ed. Kodjo

#### ARRETE N° 320-MFE-SG du 17 septembre 1975 portant autorisation de transformation et d'ouverture de guichet de banque.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu le décret n° 73-158 du 21 août 1973 fixant la composition du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire,

#### ARRETE :

Article premier — La Banque Togolaise de Développement (B.T.D.) est autorisée à transformer en guichet permanent son guichet périodique de Dapaon.

Art. 2. — L'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) est autorisée à ouvrir un guichet permanent à Aného.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au **Journal Officiel** et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1975

Ed. Kodjo

#### Subvention

Décision n° 1180-MFE-F du 12-9-75 — Une subvention de un million (1.000.000) de francs est accordée au club sportif Lomé I en vue de la préparation du prochain tour de la coupe d'Afrique des clubs champions.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n°50.047 ouvert à l'U.T.B. à Lomé au nom dudit club.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 42, article 3, paragraphe 4.

#### Autorisation de déblocage de crédit

Décision n° 1195-MFE-FO du 15-9-75 — Est autorisé le déblocage au profit du ministre de la santé publique et des affaires sociales, de la somme de huit cent mille (800.000) francs, pour le secrétariat général.

La dépense est imputable en dépassement de crédit sur le budget général, exercice 1975, chapitre 38, article 11.

#### Autorisations de paiement

Décision n° 1196-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au profit du collège d'enseignement général de Tokoin-Est, de la somme de deux cent quatre vingt quatorze mille (294.000) francs cfa pour la reconstitution du fonds d'écollage utilisé pour acquitter les factures de mobilier.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 50192 ouvert auprès de l'Union Togolaise de Banque à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 38, article 11.

Décision n° 1197-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et de logement (C.C.L.), de la somme de quatorze millions deux cent dix neuf mille (14.219.000) cfa représentant le reliquat de la participation financière de l'Etat togolais aux frais de fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésor au nom du C.C.L.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1198-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.), de la somme de quatre millions six cent quatre vingt trois mille quatre cent quatre vingt six (4.683.486) francs cfa soit 23.060 dollars U.S. représentant la contribution du Togo audit organisme au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte ouvert à la fédéral reserve bank of New-York-53, liberty street New-York-45 N.Y. au nom de l'O.M.S.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1199-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Etablissement National des Editions du Togo (EDITOGO), de la somme de treize millions (13.000.000) de francs CFA représentant la dernière tranche de la subvention de l'Etat audit établissement pour l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 89 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'EDITOGO.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 2.

Décision n° 1204-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au nom de M. Koudjolou Dogo, ministre du plan, des transports, du commerce et de l'industrie qui représente le chef de l'Etat à une réunion d'Air Afrique sur le frêt maritime à Abidjan de la somme de deux cent cinquante mille (250.000) francs CFA.

La dépense est imputable au budget général exercice 1975, chapitre 6, article 3.

Décision n° 1205-MFE-F du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au nom du secrétariat ad-hoc du Groupe Africain de Négociation avec la CEE, de la somme de neuf cent trente sept mille vingt sept (937.027) francs CFA, soit 156.171,3 francs belges représentant la contribution financière du Togo au budget de fonctionnement dudit secrétariat au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 310 0520951 ouvert auprès de la Banque de Bruxelles, Agence Rond-Point Schumann 1040 Bruxelles-Belgique au nom de ce secrétariat.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1217-MFE-F du 17-9-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Université du Bénin, de la somme de quatre vingt treize millions huit cent quatre vingt un mille (93.881.000) francs CFA représentant la dernière tranche trimestrielle de la subvention accordée par l'Etat au budget de fonctionnement de ladite Université au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'Université du Bénin.

La dépense est imputable au budget général exercice 1975, chapitre 42, article 15.

Décision n° 1223-MFE-F du 18-9-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'association de coopération médico-chirurgicale franco-togolaise, de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA représentant les frais de subsistance, de logement et de transport des équipes de médecins.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° AT. 30-07 ouvert auprès de l'UTB à Atakpamé au nom de ladite association.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 38, article 11.

## MINISTERE DU PLAN

**ARRETE N° 6-MP-DGPD-SFCEP du 16 septembre 1975 portant report à la gestion 1975, des crédits de paiement et des fonds du budget d'investissement inemployés au 31 décembre 1974.**

LE MINISTRE DU PLAN,

Vu les ordonnances nos 1 et 15 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;  
Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 10-bis du 4 février 1974 constituant loi de finances pour l'exercice 1974 ;

Vu l'ordonnance n° 2 du 6 janvier 1975 constituant loi de finances pour l'exercice 1975 ;

Vu le décret n° 75-13 du 17 février 1975 portant approbation du budget d'investissement et d'équipement pour l'exercice 1975 ;

Vu le décret n° 73-91 du 4 avril 1973 portant nomination d'un ordonnateur pour le budget national d'investissement ;

Vu l'arrêté n° 8/MP/DGPD/SFCEP du 8 avril 1974,

## ARRETE :

Article premier — Les crédits de paiement du budget d'investissement inemployés au 31 décembre 1974 et s'élevant à la somme de six cent vingt et un millions deux cent quatre vingt douze mille quatre cent seize (621.292.416) francs CFA sont reportés à la gestion 1975 conformément à l'état K ci-joint.

Art. 2. — L'excédent des recettes sur les dépenses soit quatre cent soixante treize millions huit cent soixante et onze mille quatre cent soixante dix neuf (473.871.479) francs CFA sera repris en balance d'entrée à la gestion 1975 conformément à l'état J ci-joint.

Art 3 — Le chef du service du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 16 septembre 1975

Koudjolou M. Dogo

**ETAT J — RECETTES**  
**Budget d'investissement**  
 Report à la gestion 1975 des prévisions et des fonds inemployés au 31-12-1974

IMPUTATIONS					PREVISIONS DES RECETTES							
TITRE	CH.	AR.	PA.	RU.	Désignation des Recettes	Initiales	En plus (+)	Remaniées	Recouvre- ments	Recettes utilisées (Palement)	Dépasse- ment ou excédent des Rec./Dép.	Restes à recouvrer
II					Report 1973		529.839.907	529.839.907	501.775.022	—	—	28.064.885
					Subvention du B G							
	1	—	—	h	O R n° 5 du 9-5-74	1.500.000.000	—	1.500.000.000	1.500.000.000	24.307.663	—	
					O R n° 7 du 10-6-74		24.307.663	24.307.663	24.307.663	24.307.663		
III					O R n° 11 du 16-12-74		691.702.611	691.702.611	691.702.611	691.702.611		
					O R n° 12 du 31-12-74		940.207.000	940.207.000	940.207.000	940.207.000		
					Fonds de concours							
	3	—	—	—	O R n° 1 du 4-4-74 (UNDP)		2.296.285	2.296.285	2.296.285	2.296.285		
					OR n° 8 du 10-6-74 (OPAT)		25.000.000	25.000.000	25.000.000	25.000.000		
					OR n° 9 du 24-7-74 (OPAT)		25.000.000	25.000.000	25.000.000	25.000.000		
	5	—	—	—	O R n° 2 du 4-4-74 (atté- nuation)		6.000	6.000	6.000	6.000		
					O R n° 3 du 4-4-74 (atté- nuation)		4.500	4.500	4.500	4.500		
IV					Emprunts							
	1	1	1	a	O R n° 4 du 30-4-74 (CE)		94.000.000	94.000.000	94.000.000	94.000.000		76.800.000
					O R n° 6 du 10-6-74 (CCCE)		76.800.000	76.800.000	76.800.000			16.711.518
					O R n° 10 du 1-8-74 (CCCE)		16.711.518	16.711.518	16.711.518			
						1.500.000.000	2.425.875.484	3.925.875.484	3.804.299.081	3.330.427.602	473.871.479	121.576.403

## ETAT K — DEPENSES

## Budget d'Investissement (ancienne imputation)

Report à la gestion 1975 des crédits de paiement non consommés au 31 décembre 1974

IMPUTATIONS		CREDITS DE PAIEMENT (C P)			Dépenses ordonnancées	Crédits à reporter
Chapitres		Report 1973	Exercice 1974	Total des C P		
2	—	1.321.952	—	1.321.952	312.784	1.634.736
3	—	5.800.000	—	5.800.000	—	5.800.000
4	—	33.214.339	—	33.214.339	704.672	33.919.011
5	—	13.810.124	—	13.810.124	958.616	12.851.508
6	—	14.113.097	—	14.113.097	31.526.396	12.586.701
7	—	1.341.381	—	1.341.381	2.201.158	3.542.539
8	—	8.794.150	—	8.794.150	5.558.804	14.352.954
9	—	6.671.350	—	6.671.350	15.682.723	22.354.073
10	—	30.120.380	—	30.120.380	21.457.516	8.662.864
11	—	14.891.321	—	14.891.321	8.222.887	6.668.434
12	—	27.559.618	—	27.559.618	2.982.340	24.577.278
13	—	5.561.109	—	5.561.109	—	5.561.109
14	—	2.271.115	—	2.271.115	—	2.271.115
15	—	45.150.816	—	45.150.816	—	45.150.816
16	—	10.315.181	—	10.315.181	5.705.904	4.609.277
17	—	3.120	—	3.120	—	3.120
19	—	3.000	—	3.000	—	3.000
20	—	14.722.551	—	14.722.551	13.694.560	1.027.991
21	—	6.743.238	—	6.743.238	10.932	6.732.306
Totaux		146.999.280	—	146.999.280	109.019.292	37.979.988

## ETAT K — DEPENSES

## Budget d'investissement (nouvelle imputation)

Report à la gestion 1975 des crédits de paiement non consommés au 31 décembre 1974

IMPUTATIONS		CREDITS DE PAIEMENT C P			Autorisations de crédits en dépassement	Dépenses ordonnancées en 1974	Crédits à reporter
Titres	Chap.	Report 1973	Exercice 1974	Total des C P			
I		76.646.776	201.200.000	277.846.776	20.000.000	100.617.881	177.228.895
	2	35.800.709	64.500.000	100.300.709	—	16.300.000	84.000.709
	3	7.581.350	35.000.000	42.581.350	20.000.000	53.249.296	10.667.946
	4	200	—	200	—	—	200
	5	14.897.689	17.000.000	31.897.689	—	12.349.855	19.547.834
	6	13.047.302	17.200.000	30.247.302	—	8.156.965	22.090.337
	7	50.786	6.500.000	6.449.214	—	—	6.449.214
	8	5.019.684	21.000.000	26.019.684	—	10.561.765	15.457.919
	11	350.150	40.000.000	40.350.150	—	—	40.350.150
	12	478	—	478	—	—	478
II		794.380.358	571.600.000	1.365.980.358	755.335.622	1.104.951.685	261.028.673
	2	640.181.408	292.600.000	932.781.408	490.311.847	561.723.692	371.057.716
	4	2.784.525	7.500.000	10.284.525	27.000.000	3.292.202	6.992.323
	5	149.287.457	46.000.000	103.287.457	117.819.181	242.818.047	346.105.504
	6	58.969.610	62.000.000	3.030.390	—	8.106.953	5.076.563
	7	17.525.208	24.000.000	41.525.208	—	26.904.715	14.620.493
	8	15.000.000	15.000.000	30.000.000	22.060.000	30.000.000	—
	9	327.146.284	124.500.000	451.646.284	98.144.594	232.106.076	219.540.208



IMPUTATIONS		CREDITS DE PAIEMENT C P			Autorisation de crédits en dépassement	Dépenses ordonnancées en 1974	Crédits à reporter
Titres	Chap.	Report 1973	Exercice 1974	Total des C P			
III		170.884.242	477.000.000	647.884.242	23.569.555	447.580.924	200.303.318
	2	8.258.762	30.000.000	38.258.762	—	32.838.019	5.420.743
	3	639.934	14.000.000	14.639.934	—	7.736.722	6.903.212
	4	9.830.285	15.000.000	24.830.285	—	7.242.326	17.587.959
	5	5.955.156	13.000.000	18.955.156	—	6.013.539	12.941.617
	6	11.188.183	12.500.000	23.688.183	634.899	14.161.097	9.527.086
	7	83.893.227	291.500.000	375.393.227	—	271.185.502	104.207.725
	8	2.097.389	8.500.000	10.597.389	—	4.029.686	6.567.703
	9	49.021.306	92.500.000	141.521.306	22.934.656	104.374.033	37.147.273
IV		650.702.880	333.648.889	984.351.769	428.873.493	1.156.968.865	— 172.617.096
	1	18.890.000	1.000.000	19.890.000	—	—	19.890.000
	2	35.149.623	40.000.000	75.149.623	—	47.629.255	27.520.368
	3	10.745.608	100.000.000	110.745.608	12.000.000	47.057.911	63.687.697
	4	606.830.265	192.648.889	799.479.154	416.873.493	1.060.921.264	— 261.442.110
	5	— 20.912.616	—	— 20.912.616	—	1.360.435	— 22.273.051
V		75.977.593	452.680.000	528.657.593	201.390.000	411.288.955	117.368.638
	1	83.234.312	101.920.000	185.154.312	4.690.000	74.356.908	110.797.404
	2	79.082.759	145.000.000	224.082.759	122.500.000	220.955.753	3.127.006
	3	17.702.560	37.500.000	55.202.560	—	3.763.705	51.438.855
	4	— 25.512.735	38.000.000	12.487.265	74.200.000	105.649.591	— 93.162.326
	5	— 78.529.303	130.260.000	51.730.697	—	6.562.998	45.167.699
TOTAUX		1.768.591.849	2.036.128.889	3.804.720.738	1.429.168.670	3.221.408.310	583.312.428

### Autorisations de paiement

Décision n° 86-MP-SFCEP du 15-9-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'agent comptable de l'ASECNA à Dakar, à son compte ouvert à la BIAO Dakar sous le n° 290.025, de la somme de six millions huit cent mille (6.800.000) francs CFA représentant les 40% du montant de la convention n° 02/75 du 5 février 1975 relative à l'étude d'un nouvel aéroport à Niamtougou.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1975 — titre II — chapitre 6 — article 1 — paragraphe 2 — rubrique a (cf n° 169-75 du 23 mai 1975).

Décision n° 87-MP-SFCEP du 15-9-75 — Est autorisé le virement en faveur de Export-Import Bank (Eximbank) à Washington DC 20571, à son compte ouvert à Freedom National Bank of New-York 275 West 125 th Street New-York, New-York 10027 sous le n° 1910094, de la somme de vingt cinq mille deux cent cinquante et un dollars dix neuf cents (\$ 25.251,19) soit six millions trois cent douze mille sept cent quatre-vingt dix huit

(6.312.798) francs CFA représentant le versement de l'acompte dû depuis le 11 mai 1975 par le Togo au titre du remboursement du prêt n° 4683 consenti le 27 décembre 1973 pour l'étude de factibilité du projet agro-industriel de conserve de tomates et d'ananas.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement 1973, gestion 1975, titre II, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique b (cf n° 246-75 du 18 août 1975).

Décision n° 88-MP-SFCEP du 15-9-75 — Est autorisé le virement en faveur de l'entreprise UDEC-TOGO, à son compte ouvert à la BTCI Lomé sous le n° 1.031-54, de la somme de trente millions (30.000.000) de francs CFA destinée à couvrir les dépenses de divers aménagements à Lama-Kara.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1975, titre II, chapitre 10, article 1, paragraphe 1, rubrique a.

Décision n° 98-MP-SFCEP du 23-9-75 — Est autorisé le virement en faveur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA), à son compte ouvert à la BCEAO à Lomé sous le n° 2-19-86, de la somme de cent millions (100.000.000) de francs CFA représentant la deuxième tranche de la subvention de l'Etat togolais audit organisme.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement 1975 - titre III - chapitre 7 - article 4 - paragraphe 1 - rubrique h (cf n°23/75 du 24 février 1975).

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Nomination

Décision n° 249-MEN du 10-9-75 — M. Gumédzoé Messan Agossou (Georges), instituteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, en service au collège d'enseignement général de Kévé, est nommé surveillant général du lycée de Tsévié.

M. Abékoé Denke (Jean Baptiste), instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, est nommé surveillant général du lycée d'Atakpamé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DE LA JUSTICE, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Promotions

Arrêté n° 637-MJ-FP-T du 15-9-75 — Sont promus au titre des années 1972 et 1974, les infirmiers d'Etat du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent :

**Au grade d'infirmière d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1972**

Akoué (Lydia), née Akuesson, infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

**Pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974 (AC Néant)**

Folikoué (Joseph), infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Apaloo Dotsé (Michel), infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Badohoun A. (Théodore), infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Mme Akoué (Lydia), née Akuesson, infirmière d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, est élevée au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1974.

Arrêté n° 642 MJ-FP-T du 17-9-75 — M. Tchinde (Joseph), ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, est promu au grade d'ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1975.

Arrêté n° 643-MJ-FP-T du 17-9-75 — M. Bassari Ebia (Joachim), secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade de secrétaire d'administration principal 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 16 juillet 1975.

### Intégrations

Arrêté n° 632-MJ-FP-T du 15-9-75 — MM. Misseou Messan (Ferdinand Gashwell Priam) et Lawson Boèvi (Emmanuel), employés de bureau permanents hors catégorie, en service à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme du centre régional africain du travail de Yaoundé (République Unie du Cameroun) sont, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires des services de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaires d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires (catégorie B-indice 850).

Le présent arrêté a effet pour compter du 13 juin 1975.

Arrêté n° 633-MJ-FP-T du 15-9-75 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n°448-MFP du 3 juillet 1974, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'adjoints techniques d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et restent mis à la disposition du ministre de l'équipement rural dans les conditions suivantes, pour compter du 23 janvier 1975 :

Kponton Ohini Kowu, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle D — chapitre 20, article 16, paragraphe 2.

Tobi Kpoti, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie hors échelle — chapitre 20, article 16, paragraphe 2.

Adjalle Yao Dédé (Valentin), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie hors échelle — chapitre 20, article 16, paragraphe 2.

Anthony Kodjo Mawuli (Emmanuel), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chapitre 20, article 16, paragraphe 2.

Amedome Kokou Yovogan (Mathias), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chapitre 20, article 4, paragraphe 2.

Wallace Lossou Mawuli (Emmanuel), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chapitre 20, article 4, paragraphe 2.

Agbessime Kossi (Fritz), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chapitre 20, article 4, paragraphe 3.

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront, à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent les émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 634-MJ-FP-T du 15-9-75. — Les agents permanents ci-après désignés, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 448-MFP du 3 juillet 1974, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'adjoints techniques d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et restent mis à la disposition du ministre du développement rural dans les conditions suivantes, pour compter du 23 janvier 1975 :

Alai Otè Kokodoukou (Issifou), agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle A — chap. 20, art. 20  
 Akpemado Ankou Kokou (Joseph), agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle B — chap. 20, art. 20  
 Awunyo Agoga Kofi (Alphonse), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chap. 20, art. 14, par. 2  
 Hunlédé Mawuwoé Ekoué (Franck), agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D — chap. 20, art. 14, par. 4

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront, à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent les émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 635-MJ-FP-T du 15-9-75 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Hounkpati Komi (Charles), l'arrêté n° 577-MFP du 4 septembre 1974 portant intégration, accordant bonification d'ancienneté et portant reprise de situation administrative.

M. Hounkpati Komi (Charles), moniteur permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, admis au monitorat (session de 1973), est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs de moniteur de circonscription du 1<sup>er</sup> mars 1962 au 27 décembre 1972 et de moniteur permanent du 28 décembre 1972 au 31 décembre 1973 en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-74 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans bonification

1-1-74 — 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans —  
 1-1-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans —  
 1-1-74 — 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 7 du budget général, exercice 1974 et chapitre 24, article 7 du budget général, exercice 1975).

Arrêté n° 641-MJ-FP-T du 16-9-75 — En attendant le détachement de son corps d'origine, Mme Sangbana Alimatou (née Tabe), sage-femme d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la santé publique du Dahomey, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sage-femme d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

stagiaire (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 10 mars 1975.

Arrêté n° 638-MJ-FP-T du 15-9-75 — M. Behanzin Comlan (Guy), instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (indice 750) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme universitaire d'études littéraires (DUEL II) série anglais, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de CEG de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 650-MJ-FP-T du 18-9-75 — M. Yao Abilé (Julien), ingénieur adjoint d'agriculture de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie B-indice 950), titulaire du certificat du centre national d'études d'agronomie tropicale de Nogent-sur-Marne (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie A2-indice 1200) pour compter du 28 septembre 1974 — (chapitre 20, article 4, paragraphe 6 du budget général).

### Admissions

Arrêté n° 268 MJ-FP-T du 15-9-75 — M. Amougnon Laougoulou, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement, en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 5, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 629-MJ-FP-T du 15-9-75 — M. Bataba Minza Kokou, qui a effectué un stage de formation professionnelle d'agent de production de télévision de niveau 2 à l'office de radiodiffusion et de télévision française et obtenu le diplôme de qualification (spécialité montage), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radio-diffusion en qualité de contrôleur technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 26, article 5).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 630-MJ-FP-T du 15-9-75 — M. Armah Tetteh, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 631-MJ-FP-T du 15-9-75 — M. Eho Edoh Koffi, qui a suivi les cours du centre inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural de Saria (République de Haute-Volta), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 653-MJ-FP-T du 19-9-75 — M. Dravie Efoe Etsri Assou (Christophe), titulaire du diplôme d'ingénieur statisticien économiste du centre européen de formation des statisticiens économistes des Pays en voie de développement de Paris, est admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'ingénieur statisticien économiste de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre du plan (chapitre 30, article 9, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Titularisation

Arrêté n° 645-MJ-FP-T du 17-9-75 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Dalouba Alassani, instituteur-adjoint, l'arrêté n° 811-MFP du 12 novembre 1974 portant titularisation.

M. Dalouba Alassani, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session de 1971, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972 (A.C. 1 an).

La situation administrative de M. Dalouba est reprise comme suit :

1-1-73 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (A.C. néant)

1-1-73 — — 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

### Révision de situations administratives

Arrêté n° 644-MJ-FP-T du 17-9-75 — La situation administrative de M. Doh Kokou (Abraham), secrétaire d'administration du corps des fonctionnaires de l'admini-

nistration générale, est révisée comme suit au point de vue exclusif de l'ancienneté :

2-12-70 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (stagiaire)

#### Titularisé :

2-12-71 — — 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a A.C.

2-12-72 — — 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (A.C. néant)

2-12-74 — — 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Arrêté n° 651-MJ-FP-T du 18-9-75 — La situation administrative de M. Attikpo A. (Stanislas), contremaître 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles est révisée comme suit :

1-1-60 — ouvrier de 4<sup>e</sup> classe + 1 an 11 mois bonification

1-2-60 — — 3<sup>e</sup> classe (bonification épuisée).

#### Reclassé

1-1-62 — contremaître adjoint 1<sup>er</sup> échelon (indice 550) + 5m 22jrs A.C.

9-7-63 — contremaître adjoint 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

9-7-65 — — — 3<sup>e</sup> échelon

9-7-67 — — — 4<sup>e</sup> échelon

9-7-69 — contremaître 1<sup>er</sup> échelon

9-7-71 — — 2<sup>e</sup> échelon

9-7-73 — — 3<sup>e</sup> échelon

9-7-75 — contremaître principal 1<sup>er</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 652-MJ-FP-T du 18-9-75 — La situation administrative de M. Ayivor (Léon), contremaître du corps des fonctionnaires des chemins de fer est révisée comme suit :

1-7-60 — ouvrier de 2<sup>e</sup> classe + 2 ans 10 mois bonification

1-7-60 — — 1<sup>re</sup> classe + 10 mois de bonification — indice 345/586

#### Reclassé

1-1-62 — contremaître de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 345/556 + 2a 4m bonif.)

1-1-62 — — 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4 mois bonification

1-9-63 — — 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

1-9-65 — — 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

1-9-67 — — 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

1-9-69 — — 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

1-9-71 — — 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

1-9-73 — — principal 1<sup>er</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

### Mise en disponibilité

Arrêté n° 639-MJ-FP-T du 16-9-75 — M. Geraldo Misbaou, ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture et de l'élevage, en service à la direction de l'agriculture, est placé sur sa

demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1975 en application des dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 640-MJ-FP-T du 16-9-75 — Mlle Yovogan Yawa Djifa (Marguerite), préposé de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, en service à Lomé, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de six mois pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1975 en application des dispositions de l'article 95-a de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

#### Licenciement

Décision n° 1565-MJ-FP-T du 19-9-75 — Est rapportée la décision n° 1241-MFP du 4 août 1975 portant licenciement de M. Soveadji Akakpovi (Gaëtan), instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école centrale de Bassar.

#### Rectificatif

**RECTIFICATIF du 8-9-75 à l'arrêté n° 566-MFP du 4 août 1975 portant intégration.**

Les sages-femmes et les agents techniques de la santé publique ci-après désignés, titulaires du diplôme du centre d'enseignement supérieur en soins infirmiers de la République Unie du Cameroun et du Sénégal sont, en attendant la publication du statut particulier du corps des techniciens supérieurs de la santé publique, rayés de leur corps d'origine et intégrés dans le cadre des attachés d'administration (catégorie A2) du corps des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes :

#### Au lieu de :

##### Bitho (Véronique) née Aissah

10-1-73 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050)

5-7-74 — attaché d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1100) ( + 1 an 5 m 25 j A.C.)

10-1-75 — — — 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

#### Lire :

##### Bitho (Véronique) née Aissah

10-1-73 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050)

5-7-74 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1100) ( + 1 an 5m 25j A.C.)

10-1-75 — — — 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Le reste sans changement.

## MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

#### Nomination

Arrêté n° 15-MCIT du 22-9-75 — M. Klaus-Uwe Behrens, agent de l'assistance technique allemande, est nommé conseiller technique au port autonome de Lomé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

## DIVERS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Interdiction de projection de films cinématographiques

Arrêté n° 158-INT-SG-APA-AP du 15-9-75 — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection des films ci-après :

Chassés croisés sur une lame de rasoir

Les seins de glace.

#### Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 116-INT-SG-APA-AP du 18-9-75 — Sont et demeurent rapportées les décisions n°s 30-INT-APA et 49-INT-SG-APA-AP des 9 avril 1969 et 4 avril 1975 en ce qui concerne les nommés Mintoumba Soulémane et Kombaté Kanlou, respectivement secrétaires des chefs de canton de Korbongou et de Warkambou (circonscription de Dapaon).

Sont nommées pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975 secrétaires des chefs de canton ci-après les personnes dont les noms suivent :

M. Yenlenli Gampo, secrétaire du chef de canton de Korbongou (circonscription de Dapaon) en remplacement de M. Mintoumba Soulémane appelé à d'autres fonctions.

M. Kombongou Tchalmon Bampile, secrétaire du chef de canton de Warkambou (circonscription de Dapaon) en remplacement de M. Kombaté Kanlou qui a abandonné son poste.

Les intéressés percevront en cette qualité des indemnités annuelles suivantes :

MM. Yenlenli Gampo .....	56.000
Kombongou Tchalmon Bampile ....	64.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1975, chapitre 14, article 6.

MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE

**Concession de pensions de retraite,  
de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 266-MFE-CR du 28-7-75 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Quadjovie Dédé (née Hanvi), épouse de M. Quadjovie Tossou Théophile, gendarme adjoint de 1ère classe 5è échelon n° Mle 343 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450, pourcentage 34%) décédé le 8 mars 1974, une pension de veuve au taux annuel de trente mille huit cent quatre (37.804) francs pour compter du 15 avril 1974 et de quarante trois mille quatre cent soixante seize (43.476) francs pour compter du 1er janvier 1975.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à soixante quatorze mille cent vingt quatre (74.124) francs par an pour compter du 15 avril 1974 et à quatre vingt cinq mille deux cent quarante quatre (85.244) francs par an pour compter du 1er janvier 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à sept mille cinq cent soixante (7.560) francs par an pour compter du 15 avril 1974 et à huit mille six cent quatre vingt seize (8.696) francs par an pour compter du 1er janvier 1975 à chacun des orphelins ci-après dénommés :

Raymond, né le 25 février 1960  
Félicitée, née le 21 avril 1963  
Stéphan, né le 29 novembre 1964  
Chantal, née le 13 juillet 1968  
Pélagie, née le 3 mai 1969  
Thérèse, née le 14 octobre 1973.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à quatorze mille huit cent vingt quatre (14.824) francs l'an pour compter du 15 avril 1974 et à dix sept mille quarante huit (17.048) francs l'an pour compter du 1er janvier 1975.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Quadjovie Holonou Henri, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 267-MFE-CR du 25-7-75 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Adj Akotou (née Tchakitcha), épouse de M. Adj Aouo, gendarme de 2è échelon n° Mle 1833 du corps du personnel de la gendarmerie mobile togolaise (indice 550, pourcentage 39%) en retraite décédé le 13 février 1973, une pension de veuve au taux annuel de quarante huit mille cent quatre vingt quatre (48.184)

francs pour compter du 12 novembre 1973, de cinquante trois mille (53.000) francs pour compter du 1er janvier 1974 et de soixante mille neuf cent quarante huit (60.948) francs pour compter du 1er janvier 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille six cent trente six (9.636) francs pour compter du 12 novembre 1973, à dix mille six cents (10.600) francs pour compter du 1er janvier 1974 et à douze mille cent quatre vingt douze (12.192) francs pour compter du 1er janvier 1975 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Kossivi, né le 14 octobre 1956  
Ferdinand, né le 1er novembre 1959  
Juliette, née le 30 juillet 1962  
Cyriaque, né le 28 avril 1967  
Appollinaire, né le 23 juillet 1968  
Clarisse, née le 13 juin 1969  
Véronique, née le 4 mai 1970  
Kakpaté, née le 2 novembre 1971  
Sando, née le 15 novembre 1971  
Naka, née le 7 janvier 1973.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Adj Awon Adam, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 268-MFE-CR du 28-7-75 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-dessous désignés de M. Kouffo Raphaël, instituteur de 1ère classe 2è échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1.250, pourcentage 66%) décédé le 15 octobre 1971, une pension temporaire d'orphelin fixée à trente sept mille soixante quatre (37.064) francs l'an pour compter du 22 juillet 1973, à quarante mille sept cent soixante huit (40.768) francs par an pour compter du 1er janvier 1974 et à quarante six mille huit cent quatre vingt quatre (46.884) francs l'an pour compter du 1er janvier 1975 :

Vincentia, née le 19 juillet 1957  
Pierre, né le 4 mars 1958  
Paul, né le 4 mars 1958  
Rémi, né le 1er octobre 1960  
Raymond, né le 23 janvier 1960  
Edouard, né le 20 avril 1963  
Eusèbe, né le 14 août 1965  
Clément, né le 22 novembre 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Chini Théophile, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.



Arrêté n° 270-MFE-CR du 28-7-75 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent cinquante mille trois cent douze (150.312) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Fekouda Amago, caporal chef 5<sup>e</sup> échelon n° Mle 20.928 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1975.

M. Fekouda Amago pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Waranan, née en 1958  
Ségbonima, née le 29 octobre 1961  
Kountiwaré, né le 17 décembre 1962  
Tchosra, née le 9 novembre 1963  
Soukom, né le 7 juillet 1968  
Akoloté, née le 20 janvier 1971.

Arrêté n° 271-MFE-CR du 28-7-75 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent quarante sept mille quarante quatre (147.044) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahourou Kparé, caporal chef 5<sup>e</sup> échelon n° Mle 24.970 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1975.

M. Ahourou Kparé pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Assapo, née le 16 juin 1965  
Gnilbé, née le 14 octobre 1965  
Kougnakpame, né le 13 novembre 1966  
Mawekouta, né le 2 mars 1969  
Ounèm, née le 21 août 1970  
Tounème, né le 15 août 1971  
Tchéme, né le 3 avril 1972  
Asséham, né le 30 janvier 1974.

Arrêté n° 272-MFE-CR du 28-7-75 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 38%) au montant annuel de cent sept mille neuf cent soixante seize (107.976) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974 et de cent vingt quatre mille cent soixante douze (124.172) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Simlewa Sossoh Ani, caporal chef 5<sup>e</sup> échelon n° Mle 13.652 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

M. Simlewa Sossoh Ani pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au

titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Afi, née le 23 octobre 1962  
Toï, né le 2 novembre 1967  
Mazalou, née le 7 juin 1971.

Arrêté n° 273-MFE-CR du 30-7-75 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de six cent neuf mille sept cent soixante quatre (609.764) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aduayi Adoté (Alexandre), agent technique principal 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1975.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aduayi Adoté (Alexandre) pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1975, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ata-Kpakpo, né le 16 mai 1950  
Kpakpo, né le 14 avril 1951  
Adoudégan, née le 29 octobre 1951  
Adovi, né le 16 mai 1952  
Kpakpo, né le 12 décembre 1952  
Adovi, né le 10 novembre 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante deux mille quatre cent quarante quatre (152.444) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1975.

M. Aduayi Adoté (Alexandre) pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9<sup>e</sup> au 28<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kpakpo, né le 28 juillet 1956  
Adoudé, née le 1<sup>er</sup> avril 1957  
Adovi, né le 5 juillet 1957  
Moèvi, né en 1958  
Adovi, né le 2 février 1958  
Abossé, né le 29 juin 1959  
Moèvi, né le 21 septembre 1960  
Abossé, né le 8 novembre 1960  
Adoudé, née le 1<sup>er</sup> novembre 1962  
Adoukouè, née le 23 mai 1963  
Adoudé, née le 28 janvier 1964  
Abossé, né le 5 juillet 1965  
Eulalie, née le 11 février 1966  
Kalé, née le 13 février 1968  
Adoudévi, née le 8 septembre 1968  
Assion, née le 2 octobre 1968  
Adovi, né le 7 juin 1969  
Kpakpo, né le 20 avril 1970  
Kpakpovi, né le 30 août 1970  
Adovi, né le 18 janvier 1974.

Arrêté n° 274-MFE-CR du 30-7-74 — Une pension proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent seize mille cinq cents (116.500) francs est attri-

buée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yibokou Kossi Mensah (William), gardien de circonscription de 1ère classe 6è échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1975.

M. Yibokou Kossi Mensah (William) pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4è au 17è rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 5 novembre 1956  
Améyovi, née le 27 juin 1959  
Komlavi, né le 22 septembre 1959  
Ayawovi, née le 31 décembre 1959  
Kodjo, né le 17 juillet 1961  
Afiwavi, née le 13 octobre 1961  
Komlavi, né le 18 novembre 1962  
Ablavi, née le 8 janvier 1963  
Ablavi, née le 4 février 1964  
Ayawovi, née le 4 juin 1964  
Koami, né le 12 août 1967  
Yaovi, né le 25 mai 1972  
Kodzovi, né le 18 novembre 1974  
Woboube, né le 6 mars 1975.

Arrêté n° 276-MFE-CR du 5-8-75 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de quatre cent neuf mille cent soixante quatre (409.164) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Karvie Akakpo (Dominique), agent de constatation principal 1er échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1975.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Karvie Akakpo (Dominique) pour compter du 1er avril 1975 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-à la retraite :

Afiavi, née le 17 décembre 1948  
Amavi, née le 25 février 1950  
Cyprienne, née le 15 septembre 1950  
Cathérine, née le 10 avril 1953  
Ablavi, née le 8 juin 1954  
Lydia, née le 3 août 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent deux mille deux cent quatre vingt douze (102.292) francs pour compter du 1er avril 1975.

M. Karvie Akakpo (Dominique) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 20è rang) ci-après désignés :

Antoinette, née le 13 juin 1957  
Akouavi, née le 6 novembre 1957  
Ameyo, née le 8 mars 1958  
Kodjo, né le 1er septembre 1958

Justine, née le 13 septembre 1959  
Afiwa, née le 5 août 1960  
Ayao, né le 25 avril 1963  
Eklusé, né le 21 juillet 1966  
Afindzi, née le 5 mars 1968  
Dzatugbé, née le 23 septembre 1969  
Kokouvi, né le 24 septembre 1969  
Akouavi, née le 28 octobre 1970  
Alugba, née le 17 mars 1972  
Mawuna, née le 22 septembre 1972.

Arrêté n° 280-MFE-CR du 11-8-75 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de deux cent soixante huit mille deux cent vingt huit (268.228) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombaté Lamboni Momprien, brigadier chef 2è échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1975.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombaté Lamboni Momprien pour compter du 1er janvier 1975, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3è rang) ci-après désignés :

Yétroudjo, né le 15 juillet 1952  
Natéindou, né le 19 janvier 1955  
Amidou, né le 4 novembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille huit cent vingt quatre (26.824) francs pour compter du 1er janvier 1975.

M. Kombaté Lamboni Momprien pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4è au 9è rang) ci-après désignés :

Filidjo, né le 17 septembre 1965  
Lanalname, né le 7 octobre 1967  
Arsouma, née le 7 juin 1969  
Poukni, née le 21 août 1970  
Palabé, née le 27 septembre 1971  
Tsieme, né le 12 mai 1972.

### Aide exceptionnelle

Décision n° 1192-MFE-F du 15-9-75 — Une aide exceptionnelle de cinq cent mille (500.000) francs CFA est accordée par le Togo au SWAPO of Namibia, External Account n° 950.225-G U.S.B. BP 56, Dakar, boulevard Pinet Laprade, Sénégal, pour son fonctionnement.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

### Debet

Arrêté n° 278-MFE du 11-8-75 — M. Atarigbe Idrissou Abdou-Kérin, fonctionnaire en service au parquet à Lomé est déclaré en débet envers la République

togolaise de la somme de trois millions huit cent quatorze mille trois cent quatre vingt (3.814.380) francs cfa pour :

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais médicaux payés par l'ambassade du Togo à Paris pendant le mois de septembre 1970 et régularisés par mandat n° 20708 du 1er octobre 1974 de deux millions huit cent quarante cinq mille sept cent soixante sept (2.845.767) francs CFA (budget général, chapitre 36, article 9, exercice 1973) ;

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais médicaux payés par l'ambassade du Togo à Paris suivant certificat administratif n° 30 de 95.659,87 francs français soit quatre millions sept cent quatre vingt deux mille neuf cent quatre vingt quatorze (4.782.994) francs CFA compris dans la comptabilité du mois de janvier 1975 et régularisés par mandat n° 45507 du 14 mai 1975 de 4.782.994 francs CFA (budget général, chapitre 36, article 3, exercice 1974).

Le trésorier-payeur et l'ordonnateur-délégué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 285-MFE du 18-8-75 — M. Atarigbe Idrissou Abdou-Kérin, fonctionnaire en service au parquet à Lomé, est déclaré en débet envers la République togolaise de la somme de deux millions huit cent quatorze mille neuf cent soixante douze (2.814.972) francs CFA sauf à augmenter ou à diminuer, pour :

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais médicaux payés par l'ambassade du Togo à Paris pendant le mois de décembre 1969, suivant état L.J. n°s 1014 et 1015 de 23.068,21 FF soit 1.153.411 francs CFA ;

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais médicaux payés par l'ambassade du Togo à Paris pendant le mois d'août 1972, suivant état n° L.J. 881 de 18.471,36 FF soit 923.568 francs CFA ;

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais d'hospitalisation s'élevant à 707.200 francs CFA réclamés par le centre hospitalier universitaire de Lomé suivant extrait du livre journal des frais d'hospitalisation délivré le 14 novembre 1973 ;

— remboursement au budget général du montant de 50 % des frais médicaux payés par l'ambassade du Togo à Paris pendant le mois de septembre 1970 et régularisés par mandat n° 20708 du 1er octobre 1974 de 2.845.676 francs CFA.

Le montant total des sommes indiqué dans le présent arrêté, reprend simplement celui mentionné dans les ordres de recettes correspondants et ne s'y ajoute pas.

L'arrêté n° 278-MFE du 11 août 1975 visant le même objet est rapporté.

Le trésorier-payeur et l'ordonnateur-délégué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Commissionnaire en douane

Arrêté n° 275-MFE-SD du 5-8-75 — Est agréé en qualité de commissionnaire en douane auprès des bureaux des douanes de Lomé, l'établissement dénommé « Transit Togo » représenté par M. Attiogbe E. (Etienne), inspecteur des douanes en retraite.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL (2<sup>e</sup> VOLET)

**Projet :** Pistes et marchés à bétail au Togo.

**Financement :** Conseil de l'Entente s/s prêt US-AID.

**I — Objet :** Le présent Appel d'Offres public est ouvert aux entreprises locales pour la construction de clôtures, de quais et balisage de pistes pour bétail.

Les Travaux à effectuer sont répartis en (4) quatre lots.

#### II — Délais d'exécution

Les entrepreneurs peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Le délai d'exécution est fixé à :

- huit (8) mois pour le lot n° 1
- trois (3) mois pour le lot n° 2
- six (6) mois pour le lot n° 3
- dix (10) mois pour le lot n° 4

#### III — Envoi des plis

Les soumissions en langues françaises devront parvenir sous pli recommandé à Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés — Présidence de la République togolaise à Lomé, ou y être déposées avant le lundi 27 octobre 1975 à 15 heures GMT.

L'ouverture des plis aura lieu le 29 octobre 1975 à 15 heures GMT.

#### IV — Achat des dossiers

Le dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu à la direction du génie rural B.P. 1463 — Tél. 32-92 — Lomé

contre remise d'un bon pour :

- 2 rouleaux de papier calque
- 2 rouleaux de papier ozalid
- 10 litres d'ammoniac

à prendre auprès d'une maison à Lomé.

En exécution des textes en vigueur, la participation à la concurrence est à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales résidant dans la République Togolaise pour l'ensemble des lots.

Lomé, le 9 septembre 1975

Le directeur de l'élevage et des industries animales,  
Dr. F. Amaïzo

## BUDGET D'INVESTISSEMENT

*Avis d'appel d'offres pour la construction d'un marché couvert à Anié.*

Le service des travaux publics fait appel à la concurrence pour la construction d'un marché couvert à Anié.

L'ensemble des travaux forme un lot unique.

Les soumissions devront parvenir avant onze (11) heures locales du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la commission consultative des marchés à quinze (15) heures locales le 26 novembre 1975.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'arrondissement-bâtiments (direction des travaux publics) contre la remise de 4 rouleaux ozalid et 2 bouteilles d'ammoniac.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'arrondissement-bâtiment — direction des travaux publics à Lomé.

Lomé, le 8 octobre 1975

P. Le directeur des travaux publics absent :

**l'adjoint,**

N. Ayéva

## CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

## Avis de demande d'immatriculation

*(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé, et de la section d'Aného dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 6922, déposée le 5 juin 1975, le sieur Frédéric Beklou Adomey, profession de commis au ministère du commerce, demeurant et domicilié à Lomé-Nyékonakpoè (Gbadoekome), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5a 91ca situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de M. Moïse Homo, à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6923, déposée le 5 juin 1975, la première Eglise de la mission Baptiste de Lomé, représentée par M. Majoyeogbe Okébukola David, commerçant

à Lomé, 33 rue d'Amoutivé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4a 01ca situé à Doulassamé, commune de Lomé et borné au nord par la rue Piquelin, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Joseph Eklou Adjallé-Dadzie.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6924, déposée le 5 juin 1975, la dame Agnès Yovo Gnonouké, profession de ménagère, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3a 13ca situé à Bè-Apéyémé, commune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord et au sud par la propriété Aglo Amouzou, à l'est par la propriété Aglo Kodjosseh et à l'ouest par une rue.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6925, déposée le 9 juin 1975, madame Philomène Adzoko Vignon, veuve de M. Akakpo Vizah Adolphe, profession d'employée de bureau, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance totale de 12a situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé et borné au nord et à l'ouest par la propriété Djobokou, au sud par une réserve adm. et à l'est par une rue.

Elle déclare que ledit immeuble appartient à M. Adolphe Akakpo Vizah et Mme née Philomène Adzoko Vignon et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6926, déposée le 9 juin 1975, le sieur Bruce Kouassi, profession de mécanicien conducteur d'Autorail au C.F.T., demeurant et domicilié à Lomé, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2a 65ca situé à Bè-Hédzé, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Fiokomé

et borné au nord et à l'ouest par les héritiers Adela, 'Aklasou II, au sud par un passage et à l'est par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6927, déposée le 10 juin 1975, le sieur Attiogbé Koffi Mensah (Paul), secrétaire dactylo à la direction de l'enseignement agricole à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, 8 rue Ayivi d'Almeida, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hongondoin et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Attandji Akpabli, à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6928, déposée le 10 juin 1975, la dame Ocloo Akuwa, profession de ménagère, demeurant et domiciliée à Lomé, (s/c du Dr. Amegee Anani à Lomé, 6 rue des Palmiers), majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hongondoin et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Akpabli, à l'ouest par une rue.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6929, déposée le 10 juin 1975, la dame Amegee Ayaba (Lydia), profession de ménagère, demeurant et domiciliée à Lomé, (s/c du Dr. Amegee Anani Paul, 6 rue des Palmiers Lomé), majeure non interdite jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3a 58 ca situé à Bè, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par une rue, au sud et à l'est par la propriété Bolu, à l'ouest par la route bretelle Lomé-Agouévé.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6930, déposée le 11 juin 1975, le sieur Komlanvi Adogli, profession d'Employé à l'Editogo demeurant et domicilié à Lomé-Bè-Hédjé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, mandataire de Mon-

sieur Hegbor Kouassi Georges, attaché de presse à l'ambassade du Togo à Paris, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 11 ca, situé à Bè, commune de Lomé connu sous le nom de Klikamé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Mississogbi Migbondji, à l'est par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6931, déposée le 17 juin 1975, le sieur Davito Fandjinou (Louis) Gaïshi, profession d'employé à la S.G.G.G., demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 04 ca, situé à Tokoin, Commune de Lomé et borné au nord et à l'est par des rues, au sud par M. Fandjinou Louis, à l'ouest par M. Ameyou Antoine.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6932, déposée le 20 juin 1975, le sieur Georges L.A. Lassey propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, (s/c de M. Tsikplonu M. Joseph, géomètre à Lomé, 15 rue du sergent chef Aniko Palako) majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 59 a 86 ca, situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Attigou et borné au nord par un sentier, au sud par M. Mikponu Ameda, à l'est par la route Bè-Attigou et à l'ouest par M. Komla Kenu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6933, déposée le 26 juin 1975, le sieur Bawa Mankoubi, profession de directeur général de la B.T.D., demeurant et domicilié à Lomé, (s/c du cabinet B.T. Dovi-Sodemekou, 33 rue de Bordeaux), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 97a 03ca situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Hédjranawoe-Pukamé et borné au nord par Messieurs Siafen et Godja Agbodja, au sud par terrain de la B.T.D. (réq. n° 6458) et à l'est par une rue.



Il déclare que ledit immeuble appartient à la B.T.D. et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6934, déposée le 27 juin 1975, le sieur Tena Batako, profession d'agent des douanes togolaises, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Tamé et borné au nord par la collectivité Hunga, au sud par une rue, à l'est et à l'ouest par les familles Azamela et Thossou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6935, déposée le 27 juin 1975, le sieur 'Quadjovie Enyonamédéa Paul, profession d'agent de Banque (BNP) en retraite, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin-Gbadago, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5a 40ca situé à Tokoin-Lycée, commune de Lomé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Félicia Sogah, au sud par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6936, déposée le 30 juin 1975, le sieur Djadou Djodji, profession d'opérateur topographe, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, mandataire de M. Mensah R. Sewa, Topographe à la Satom, demeurant à Port Gentil (Gabon), de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5a situé à Akodessewa, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Kpota et borné au nord et à l'est par la propriété Ayikpè Konou, au sud et à l'ouest par des rues.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6937, déposée le 30 juin 1975, le sieur Djadou Djodji, profession d'opérateur Topographe demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, mandataire de M. Wilson J. Adjé, chauffeur à la Satom, au Gabon, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la Républi-

que togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4a 17 ca situé à Akodessewa circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Kpota et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Ayikpè Konou, au sud par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6940, déposée le 30 juin 1975, le sieur Attipoe Clifford, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3a 98ca situé à Tokoin Séminaire, commune de Lomé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la famille Dadzie, à l'est par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels

Suivant réquisition, n° 6941, déposée le 30 juin 1975, le sieur Thomas Allaglo Passah Aziamaley, profession de conseiller technique agricole à l'OPAT, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, représentant de la collectivité Passah Aziamaley, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 13 ha 55a 21 ca situé à Cacavelli, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Totsi et borné au nord par la propriété de la collectivité Aziamaley et le village Totsi, au sud par le terrain dominal objet du titre foncier n° 132 T.T. et la station de pompage, à l'est par MM. Aziagbedou Akpamba, Nomanyo Amou, Awoude Ahonga et Vossa Konka, à l'ouest par les collectivités Guidiga, Agbovi Koumagbe et Sehonou Agbagbla.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Aziamaley et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6942, déposée le 1er juillet 1975, le sieur Tordjo K. Alfred, profession d'assistant à l'université du Bénin, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété Agbo Degbevi, à l'ouest par une rue.



Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6943, déposée le 1er juillet 1975, le sieur Salako Komla Sassala, profession d'agent technique à la statistique, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3a 01ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Abovey et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Atikpa Kagunu, au sud par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6944, déposée le 1er juillet 1975, Mme. Akoutan Yawa Christine, née Amoudji profession d'employée de bureau au tribunal du travail, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 16 ares situé à Tokoin, Cir. adm. de Lomé, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord et au sud par la propriété Bolu, à l'est par une rue et à l'ouest par la collectivité Mississogbi.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6945, déposée le 1er juillet 1975, le sieur Sessou Messanvi (Jean), profession de commis à la B.I.A.O., demeurant et domicilié à Lomé majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 41a 95ca situé à Aflao Gakli, circ. adm. de Lomé et borné au nord par M. Latévi Avala, au sud et à l'est par la propriété du sieur Atti Gbafa Médékukunao, à l'ouest par M. Koumondji Azanglo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6946, déposée le 3 juillet 1975, le sieur Johnson Aboki (David), profession d'instituteur en retraite, demeurant et domicilié à Lomé, 486 rue Claver, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, mandataire de M. Johnson Kouassi (Gaetan), gérant Commercial à Duékoué (République de Côte d'Ivoire), de nationalité

togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7a 20ca, situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Anfamé et borné au nord et à l'est par des rues, au sud par une réserve administrative et à l'ouest par M. Alovo Djadja.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6947, déposée le 3 juillet 1975, la dame Hélène de Souza, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7a 10ca, situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété Sikpoe, à l'ouest par une rue.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6948, déposée le 3 juillet 1975, le sieur Edorh Célestin Joël, profession de Médecin, demeurant et domicilié à Lomé-Nyékouakpoe, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 00ca, situé à Aného, circ. adm. d'Aného, connu sous le nom de Nlessi et borné au nord par une rue en projet, au sud par Mme Creppy Dédé, à l'est par M. Djondo Gervais et à l'ouest par la collectivité Amuzu Bruce.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6949, déposée le 3 juillet 1975, le sieur Sewa Hlomaschie, profession de chef service produits à la UAC, demeurant et domicilié à Kpalimé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, mandataire de M. Adjé Clément Hlomaschie, Etudiant en France, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 51ca, situé à Tokoin, Commune de Lomé, connu sous le nom de Hongondoin et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Akpabli, au sud par une rue et à l'est par la collectivité Dick.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6950, déposée le 4 juillet 1975, Madame Agbo Adjowavi, née Adognon, profession de laborantine d'Etat à l'I.N.H. (Institut National d'Hygiène) demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la Rép. togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4a 64ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dossoukopé et borné au nord par la collectivité Mississogbi, au sud et à l'est par des rues, à l'ouest par la collectivité Ayor Adjomayi.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 6951, déposée le 4 juillet 1975, le sieur Honyiglo Koffi Soku, profession d'ingénieur géologue, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin-Hôpital s/c de M. Honyiglo Anani, Domaines-Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 12a 00ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dossou-Kopé et borné au nord par le lot n° 104, au sud par le lot n° 110, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par les lots n°s 107 et 109.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

Tété Wilson Bahun

## AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 20 novembre 1975, à 11 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes Apéyémé, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 34a 37ca, connu sous le nom de Deme-dzahé et borné au nord par Aduayom K. Mathieu, au sud par une rue en projet, à l'est par Mathieu Lozonou et à l'ouest par la route Dayes Apéyémé à Kpalimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bedou Benoît, directeur des finances à Lomé, suivant réquisition du 20 août 1973, n° 6301.

Le lundi 3 novembre 1975, à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 10 a 32 ca, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord, au sud et à l'est par la famille Azamela à l'ouest par une rue, dont l'immatriculation a été demandée par

le sieur Kavege Koffi, ingénieur d'agriculture à Lomé mandataire de Mr. Edorh Jean-Marie Ananou Anoumouvi, médecin-chef à Lama-Kara suivant réquisition du 29 novembre 1974, n° 6732.

Le mercredi 26 novembre 1975, à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou Apégamé, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 43 a 65 ca, connu sous le nom de Lawogbodomé et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de M. Dogba Kokoutsé Foly et à l'ouest par Assi Laurent, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kodjo Ahuma (Jean), suivant réquisition du 2 décembre 1974 n° 6733.

Le mardi 18 novembre 1975, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Zogbe-gan, circ. adm. de Badou, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 a 92 ca, connu sous le nom de Omouabè et borné au nord par Kokou Djinaké, au sud par Gabriel Kossi à l'est par Paul Kokou et à l'ouest par le ruisseau Iwounawlo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akanni Tiramiyu, acheteur de produits à Badou Djindji suivant réquisition du 2 décembre 1974, n° 6734.

Le lundi 3 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 a 22 ca, connu sous le nom de Tamé et borné au nord à l'est par la famille Awushie, au sud par une rue en projet et à l'ouest par les héritiers Azamela, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Victor Kokou Akakpo, topographe à Lomé, suivant réquisition du 2 décembre 1974 n° 6735.

Le jeudi 27 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou Agbetiko, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 ha 62 a 98 ca, connu sous le nom de Wome et borné au nord par Kodjo Félix et Agbéléte Edouard, au sud par Abotsi Benjamin, à l'est par Nyatolagbé Corneille et à l'ouest par Tounyo Théodore et Biakou Windfried, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbodjan Victorien, ingénieur géochimiste à Lomé suivant réquisition du 10 décembre 1974, n° 6741.

Le mardi 4 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 28 ca, connu sous le nom de Tamé et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par les lots Nos. 8 et 5, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Belevi Pouta Jacques, fonctionnaire d'Etat au ministère des Affaires Etrangères à Lomé, suivant réquisition du 11 décembre 1974, n° 6742.

Le mardi 25 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalime, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de

5 a 16 ca, connu sous le nom de Zongo et borné au nord par Enos Kossi Tamakloé, au sud par le boulevard circulaire, à l'est par le ruisseau Hetoe et à l'ouest par une rue dont l'immatriculation a été demandée par la dame Thérèse Kamassan, commerçante à Kpalime suivant réquisition du 12 décembre 1974, n° 6745.

Le jeudi 6 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 40 ca et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par Martha Doussi Sogah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amega Atsou Koffi, président de la cour suprême du Togo, suivant réquisition du 18 décembre 1974, n° 6750.

Le mercredi 19 novembre 1975, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tomégbé, circ. adm. de Badou consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 61 ca, connu sous le nom de Tomégbé (Litimé) et borné au nord par un passage, au sud par Koumédjro Jean, à l'est par la route Tomégbé Kédiébi et à l'ouest par Dognon Yawo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Koudjawou Dovi Michel, acheteur de produits à Tomégbé, suivant réquisition du 19 décembre 1974, n° 6754.

Le vendredi 7 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Cacaveli, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 18 a 52 ca, connu sous le nom de Toti et borné au nord par Kouidakpo Ahisso, au sud, à l'est par Dzréké Aloessodé et à l'ouest par Dzréké Komi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ignace Gaston Petit, docteur en médecine à Lomé, 7 rue Bugeaud, suivant réquisition du 19 décembre 1974, n° 6756.

Le lundi 17 novembre 1975, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Hihéatro, circ. adm. d'Akposso, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 13 ca, connu sous le nom de Odji et borné au nord, au sud et à l'est, par Wletou Pawoudié, à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson Laté, sergent des forces armées togolaises à Témédja, suivant réquisition du 23 décembre 1974 n° 6763.

Le jeudi 13 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 33 a 67 ca, connu sous le nom de Demewuimé et borné au nord par Apedo Mivessomé et le T.F. n° 1.517 T.T., au sud par le T.F. 2.161 T.T., à l'est par la route d'Atakpamé et le T.F. 1.517 T.T. et à l'ouest par Apedo Mivessomé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adjallé Messan Michel, fonctionnaire au service des finances à Lomé suivant réquisition du 2 janvier 1975, n° 6768.

Le lundi 24 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 7 a 71 ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord, à l'est par Victor Kaledzi, au sud et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sanvee Noël, surveillant général au Lycée de Kpodji mandataire de M. Etorh Amédéou Simon, contrôleur du trésor à Lomé, suivant réquisition du 7 janvier 1975 n° 6771.

Le lundi 24 novembre 1975, à 7 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 98 ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord, à l'ouest par des rues, au sud et à l'est par Victor Kalédji dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sanvee Noël surveillant général au Lycée de Kpodji à Kpalimé, mandataire de Mme Cecile Sanvee née Etorh, suivant réquisition du 7 janvier 1975, n° 6772.

Le mardi 25 novembre 1975, à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 10 a 19 ca, et borné au nord, à l'est, par Mathieu Ajavon au sud et à l'ouest par des rues, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dogbeh Richard, professeur à Atakpamé suivant réquisition du 7 janvier 1975, n° 6773.

Le mercredi 5 novembre 1975, à 7 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 58 ca, connu sous le nom de Abovey et borné au nord à l'est et à l'ouest par la famille Azamela, au sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpetigo Elias Kwassivi, inspecteur du trésor à Lomé suivant réquisition du 8 janvier 1975, n° 6775.

Le mercredi 26 novembre 1975, à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-Nyongbo, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 19 a 05 ca, connu sous le nom de Agbetiko et borné au nord-est par Hémédzo Sothénus, Irène Togbogan au sud-est et au sud-ouest par le ruisseau Adédzé et au nord-ouest par Enos Dzaye et Biem Alice, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Obed Wega, comptable à Air Afrique à Accra (Ghana) s/c de M. Victor Akakpo, géomètre à Lomé suivant réquisition du 8 janvier 1975, n° 6776.

Le jeudi 6 novembre 1975, à 9 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 96 ca et borné au nord, au sud et à l'est par Bernard Kossidjin Zankou, à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Philippe Koami Atchikiti, instituteur à Sokodé s/c de M<sup>e</sup> Amavi Ayité Hillah, notaire à Lomé, suivant réquisition du 8 janvier 1975 n° 6777.

Le mercredi 12 novembre 1975, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 a 27 ca et borné au nord, à l'est et à l'ouest par Dadzie Donou Simon, au sud par une rue en projet dont l'immatriculation a été demandée par la dame Glikpo Mélégnahoun, revendeuse à Lomé Tokoin, suivant réquisition du 9 janvier 1975, n° 6778.

Le vendredi 7 novembre 1975, à 9 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agouévé, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 9 a 41 ca, connu sous le nom de Totsi-Cacaveli et, borné au nord par M. Dzreke Apéléte, au sud et à l'ouest par M. Awuva, à l'est par M. Atoklo Ayao dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amegnigan Kokou Léonard, agent de la C.N.S.S. à Lomé suivant réquisition du 10 janvier 1975, n° 6780.

Le lundi 10 novembre 1975, à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Detikopé circ. adm. de Tsévié, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 ha 28 a 81 ca, et borné au nord par la route Detsikopé-Lebe au sud par MM. Kodjo Sivanyo et Atisso Danyo, à l'est par la collectivité Atikpo et à l'ouest par MM. Koffi Azuma et Nicolas Bosso, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur El Hadi Racim Sant'Anna, ingénieur agro à Lomé, suivant réquisition du 14 janvier 1975 n° 6781.

Le jeudi 20 novembre 1975, à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes Apéyéme, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 35 a 69ca et borné au nord par Kpegba Jonas et Lodonou Mathieu, à l'est par M. Lodonou Mathieu au sud par un passage et à l'ouest par Coco Claire, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Johnson Marie Frieda, sage-femme à Lomé, suivant réquisition du 27 janvier 1975 n° 6787.

Le vendredi 21 novembre 1975, à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes-Mepeasem, circ. adm. de Kloto consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 23 a 81 ca, connu sous le nom de Akpaligo et borné au nord par Bassapé Elavagnon, au sud et à l'ouest par Adiabou Kokou Samuel, à l'est par Fiokouma Ntsougan, dont l'immatriculation a été demandée par les dames Johnson Marie-Frieda et Lawson Régine, sage-femme et institutrice à Lomé, suivant réquisition du 27 janvier 1975 n° 6788.

Le jeudi 6 novembre 1975, à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 97 ca connu sous le nom de Tokoin Central et borné au nord, au sud et à l'ouest, par la collectivité Zankou, à l'est par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par Djondoh C. Moïse, magistrat à Lomé suivant réquisition du 27 janvier 1975, n° 6789.

Le mardi 11 novembre 1975, à 7 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sangüera, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de

23 a 71 ca et borné au nord et, au sud par la propriété de la dame Kpotui Agbodra, à l'est, par M. Hedor Kpegli à l'ouest par l'emprise de la voie ferrée Lomé — Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Boneté, secrétaire d'administration principal au ministère du commerce (service du tourisme) à Lomé, et Mme née Espoir Dogbé, suivant réquisition du 10 février 1975 n° 6799.

Le lundi 3 novembre 1975, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 29 ca, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord, au sud et à l'ouest par les familles Azamela et Thossou, à l'est par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur d'Almeida Emile, commerçant à Lomé 6 rue Octaviano Olympio, suivant réquisition du 13 janvier 1975, n° 6803.

Le jeudi 6 novembre 1975, à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin central, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4a 73ca et borné au nord par la propriété de M. Sébastien Koffi Zankou, au sud par une rue en projet, à l'est par le titre foncier n° 7.439 R.T. et à l'ouest par M. Damien Tèvi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpodar Benoît Koesan, contrôleur des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 28 février 1975, n° 6809.

Le mercredi 5 novembre 1975, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Klikamé circ. active de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11a 97ca et borné au nord et à l'ouest par la propriété de la collectivité Mississogbi, au sud par une rue et à l'est par la route bretelle reliant les routes de Palimé et Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Edouard Amedome, commis au service de l'élevage à Lomé mandataire de M. Grégoire Kpadenou, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 3 mars 1975, n° 6810.

Le mardi 11 novembre 1975 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agouényivé, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 18a 70ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord et à l'ouest par M. Kuduagbo Hermann, au sud par M. Komla Ahiaba, à l'est par MM. Kokou Gbla et Kodjo Komlan Ahiaba, à l'est par MM. Kokou Gbla et Kodjo Doto, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Bruce, fonctionnaire de l'O.U.A. demeurant à Lomé suivant réquisition du 3 mars 1975, n° 6811.

Le mercredi 12 novembre 1975, à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6a 63ca et borné au nord par l'emprise de la voie ferrée Lo-

mé — Aného, au sud et à l'ouest par la propriété de la collectivité Sikpoé, à l'est par une rue dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kunalé Yao Eklo, ministre de l'information à Lomé, suivant réquisition du 3 mars 1975 n° 6812.

Le mardi 4 novembre 1975, à 10 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6a, connu sous le nom de Klevé et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété de la collectivité Zigui Agbon, à l'ouest par une rue dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amayi Michel, gendarme demeurant à Lomé, suivant réquisition du 6 mars 1975 n° 6814.

Le mardi 4 novembre 1975, à 8 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca, connu sous le nom de Tamé et borné au nord et à l'est par la propriété de M. Dogbé Akoétévi, au sud et à l'ouest par des rues dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson L. Marc, météorologiste demeurant à Lomé, suivant réquisition du 11 mars 1975 n° 6817.

Le vendredi 28 novembre 1975, à 9 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Amoussoukopé, circ. adm. de Kloti consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une conte-

nance de 3 ha 03 a 77 ca, connu sous le nom de Afouinkpo et borné au nord par un passage au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété de la collectivité Soglo, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Frieda Adévi Franklin, employée à la B.T.D. à Lomé suivant réquisition du 14 mars 1975, n° 6822.

Le jeudi 13 novembre 1975, à 10 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodessewa, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 47 a 25 ca et borné au nord par M. Kossivi Dejo, au sud par M. Afobou Dachia, à l'ouest par MM. Kossivi Dejo et Amoussou Woumaté, à l'est par les propriétés de M. Missawogbé Akossou et de Mme Pauline Bayi Tchakpali, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Bayi Pauline Tchakpali, revendeuse demeurant à Lomé, suivant réquisition du 14 mars 1975, n° 6825.

Le jeudi 13 novembre 1975, à 9 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodessewa, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 15 a 73 ca et borné au nord par la route Lomé—Adakpamé, au sud par M. Akidé Peter à l'est par le titre foncier 10.182 R.T., à l'ouest par M. Louis Eklu Dogbé dont l'immatriculation a été demandée par la dame Bayi Pauline Tchakpali, revendeuse demeurant à Lomé suivant réquisition du 14 mars 1975, n° 6829.

*Le conservateur de la propriété foncière*  
*Tété Wilson Bahun*

